

## MES MEMOIRES VIII e CAHIER : DU DEBUT DE 1915 à 1923

### GUERRE ET APRES GUERRE

#### 1915 - La politique intérieure

M<sup>lle</sup> Marcelle Renaud était une petite brune, au teint jaunâtre et parsemé de taches de rousseur. Elle n'était pas belle, mais plaisante et j'ai connu peu de femmes aussi capables d'allumer un homme. Elle débuta comme sténographe chez mon ami Léon Jolly, rédacteur principal à la Sûreté générale. Fort intelligent et d'ailleurs aisé, Jolly était un vigoureux vauclusien qui considérait son emploi au ministère comme une rente viagère. Son cas n'était pas unique. C'était un Monsieur Badin mais qui n'était paresseux qu'envers l'Etat. Il passait au ministère uniquement pour toucher ses appointements. Il occupait le même bureau que Dassier et ce dernier, tout en travaillant trois ou quatre heures par jour, trouvait le moyen d'achever la tâche de Jolly qui le récompensait en l'introduisant dans ses affaires. A part le ministère des Finances et celui des Travaux publics où le personnel a toujours été mieux entraîné à la besogne, les choses se passaient ainsi dans la plupart des administrations publiques. On m'affirme que c'est pis encore depuis qu'on a augmenté le personnel féminin, car le travail ne se fait plus que sur les canapés.

Jolly avait un bureau 47, rue de Miromesnil où il faisait des affaires. Celle qu'il entreprit en 1915 n'était pas, comme on va le voir, trop mal emmanchée. Jolly fut-il le premier amant de Marcelle Renaud ? Il s'en vantait, mais ce n'est pas sûr. « *Je n'ai pas connu sa pareille, disait-il, pour sucer une q....* ». Elle fut aussi la secrétaire d'Henri Béranger, le sénateur. Au début de 1915, c'était Leymarie qui l'avait accaparée. Elle le dominait entièrement car c'était une maîtresse femme. Leymarie a abandonné pour elle sa femme et ses trois enfants et, quand il est sorti de prison, il l'a épousée. Je crois qu'elle a été pour lui une femme très dévouée et qu'elle lui a été fidèle dans son malheur.

Marcelle Renaud qui voyait défiler une foule de gens au cabinet de Leymarie, mit en contact Jolly avec des Anglais qui avaient créé à Londres une association en vue d'aider la charité française pendant la guerre. Cette association portait le nom de French Fund. Elle a rendu des services, en distribuant des vêtements et des aliments, en envoyant des colis aux prisonniers. Jolly me demanda d'entrer dans le comité directeur qui tenait ses assises à l'Hôtel Lotti, rue de Castiglione. Je ne tardai pas à m'apercevoir que le but principal de cette association était d'entretenir assez grassement des administrateurs anglais et français. Je puis dire que je n'ai jamais touché un sou, mais Jolly fit pleuvoir ses bienfaits anglais sur ma circonscription. On fit des dons aux hôpitaux, aux ambulances. Je payai à Breteau tout un attirail chirurgical fort coûteux, car il avait installé un petit hôpital à Bouloire. Le docteur Gigon avait été mobilisé dans une ambulance près du front et il y fit noblement son devoir. Je crois qu'il n'était pas fâché d'échapper aux ennuis dont furent victime presque tous les maires pendant la guerre, car tous les magistrats municipaux qui firent leur devoir conquièrent une injuste impopularité. Aussi, ce que les deniers de l'Etat ont été gaspillés !

Le French Fund finit par trop attirer l'attention du gouvernement anglais qui vit les abus et supprima l'association en défendant les quêtes. Le dernier service que me rendit Jolly consista à embaucher un grotesque personnage qui rédigeait un petit journal à Saint-Calais et qui m'embêtait fortement. Je n'ai pas connu de plus vilaine crapule que ce petit Louis Renard.

Jamais une physionomie ne s'accorda à mieux avec un nom. C'était une confirmation de la théorie de Balzac : il appartenait à cette catégorie de primates qui confirment la théorie de la descendance du singe. Un vrai petit gorille ! Pas bête, mais d'une vanité imbécile. Quelques temps avant la guerre, il avait passé devant un conseil de révision dont j'étais membre. Avant la séance, il m'avait supplié de le faire réformer. Il croyait solliciter ainsi un scandaleux passe-droit. Quand il parut tout nu, avec un petit corps en tire-bouchon (il était de plus extrêmement myope), ce fut un éclat de rire ! On reprocha même discrètement au gendarme de service de l'avoir fait déshabiller. Il fut réformé à l'unanimité. Après la séance, il vint me trouver avec son père. Tous deux avaient les larmes aux yeux et m'embrassaient les mains. Ils étaient convaincus que j'avais obtenu du conseil une faveur gigantesque !

Quand la guerre survint, Louis Renard fut soumis à un nouvel examen et refusé de la même façon. Il en était fort content pour sa peau mais pas pour son amour-propre. On se moquait de lui à Saint-Calais. On l'appelait « *avorton, fausse couche !* ». Quand il me sut à la tête du French Fund, il vint me trouver pour me demander un emploi dans cette association, ne fût-ce que pour aller porter des cigares aux soldats de l'arrière. Jolly fut assez gentil pour l'embaucher. Du coup, Renard se commanda à la Belle Jardinière un uniforme d'officier anglais ! Il était là-dedans à mourir de rire. Un vrai singe de music-hall ! Il alla se promener ainsi sur le mail à Saint-Calais et il fit les délices des habitants. On se mettait aux fenêtres pour le voir passer tenant une cravache sous le bras. Il croyait que toutes les filles étaient folles de lui. C'était sa manie ! Il devint amoureux d'une dactylographe de Jolly, laquelle était de cuisse légère. Joly avait cessé de coucher avec elle parce qu'elle avait attrapé la syphilis avec un nègre qui l'avait de plus à moitié estropiée. Le malheureux Renard fit tout pour avoir cette fille. Il lui promit de l'argent, puis enfin le mariage. Comme il était dans une jolie situation de fortune, la belle hésita. Elle finit par consentir, les fiançailles eurent lieu, mais quelques jours avant la noce, elle dit à Jolly : « *Non, décidément, je préférerais me jeter à l'eau !* ». Renard fut au désespoir. Je ferme cette parenthèse Renard.

Pendant deux ans (jusqu'à la démission de Malvy), j'ai été un des familiers du ministère de l'intérieur. Malvy a toujours été fort aimable avec moi et si le journal *La France* a pu continuer de vivre d'une vie larvaire, c'est parce que je reçus une petite part des fonds secrets. J'ai déjà dit ce que je pensais de Malvy : c'était un brave garçon que les événements ont porté au-dessus de ses capacités. Chose curieuse, il avait une influence énorme sur Poincaré auquel il a fait partager ses billevesées. Au moment où j'écris (février 1930), Poincaré n'a pas encore publié la partie de ses mémoires qui vise le procès Malvy et je ne sais pas comment il expliquera son attitude vis-à-vis de lui. Mais il a, un jour, au Sénat, déclaré que Malvy ne méritait pas sa condamnation. C'est aussi mon opinion. Malvy a été un noceur, un exigeant, un mal entouré, mais il n'a pas commis le délit de forfaiture. Le Sénat l'a condamné dans un moment d'énervement patriotique. La rapide ascension de Malvy avait été

un scandale et, quand on pense en quelles mains inexpertes fut placé le destin de la France, les plus incroyants sont tentés d'admettre une intervention divine.

Le Parlement vivait dans un état de stupeur et de démente. Les anciens partis se reformaient silencieusement et l'union sacrée n'existait que d'apparence. Presque tous les députés avaient préféré leur siège à leur devoir militaire ; ils avaient conservé l'esprit qui régnait depuis l'affaire Dreyfus et ils passaient leur temps à débiter les généraux, en faisant de la stratégie d'estaminet. Les patriotes se réunissaient dans un coin de la salle des pas-perdus où les rédacteurs du *Petit Parisien*, Géringer, Arnauld, Touchard et Gemiandeau formaient un clan nationaliste. Auguste Arnauld, le directeur de *La revue de France* qui avait une propriété dans mon pays à Trio, et qui était le bras droit de Jean Dupuy, a été pour moi d'un précieux concours. Avec son bon sourire, il dispersait les papillons noirs. Cet homme a rendu de grands services comme journaliste parlementaire. Il est mort trop tôt.

Je fus réélu à la commission du budget en même temps que Caillaux. Maurice Long qui devait finir gouverneur de l'Indochine, sous le Bloc national, me disait : « *Nous vous envoyons à la commission, mais vous n'avez pas une seule idée radicale ; vous êtes un homme de droite !* ». Le journal *La France* n'avait pas une grande influence ; il ne battait plus que d'une aile. Putz avait réduit nos appointements de moitié. L'année 1915 fut difficile à passer. Je voyais mon petit capital s'effriter bien que ma femme, demeurée au Mans, fit des prodiges d'économie. C'est alors que je songeais à trouver, dans le journalisme, une situation plus reluisante.

#### *L'Exportateur Français*

Vers 1902, mon fils Pierre, alors âgé de 12 ans, et dont l'intelligence était remarquable, se plaignit de l'insuffisance de son professeur de mathématiques. Il avait entendu dire que les méthodes de l'enseignement primaire valaient mieux que celles du secondaire, ce qui était parfaitement exact à cette époque. Les professeurs agrégés ne se mettaient pas assez à la portée des débutants. On me recommanda un tout jeune dessinateur de la Compagnie de l'ouest à peine âgé de 19 ans et qui préparait son examen de conducteur des ponts et chaussées. Il s'appelait Léon Vaudecrane, il était très débrouillard et je dois dire qu'en quelques mois, il mit Pierre à la tête de sa classe. Ce Vaudecrane, orphelin de bonne heure, élevé par son frère, lui-même modeste employé était fort éveillé, trop éveillé. Il avait déjà des maîtresses, était joueur et avait de merveilleuses dispositions pour le culte de Bacchus. Heureusement que mon fils, tenant de ses grands-pères, était fort sérieux, car sans cela, l'influence de Vaudecrane eût pu lui être funeste. Mais, malgré son jeune âge, il le jugeait déjà. Je fus séduit par les qualités indéniables de ce Vaudecrane qui était insinuant et qui devint pour moi une sorte de petit secrétaire. Il venait le soir faire mon courrier et, lorsque je devins député, il me rendit des services appréciables moyennant une très faible rémunération. Je facilitai sa carrière et je le fis nommer en avancement à la gare du Havre où je le perdis de vue.

Le gaillard se fit bien voir de ses chefs. Il était excellent sténographe et il devint secrétaire du chef de gare principal. Comme il était réputé dans les milieux sténographiques, il s'entendit avec un imprimeur de la ville pour lancer un petit journal mensuel qu'il dénomma

L'avenir de la sténographie et qui eut bientôt plusieurs milliers d'abonnés. C'est alors qu'il commença à faire de la publicité. La publicité qui devait alimenter la fin de ma carrière est un art qui se résume à vendre à une clientèle non pas des réalités mais des espérances. Les annonceurs sont des marchands d'ombres. Pour réussir dans ce métier, il faut de l'audace, de la patience et du brio. Vaudecrane possédait cela. La guerre le trouva à Paris, installé à la gare Saint-Lazare et secrétaire sténographe de M. Claveille, alors directeur de la compagnie. Il s'était marié avec une juive intelligente, roublarde et méchante comme la gale, jolie d'ailleurs, qui avait été la sténographe et presque sûrement la maîtresse de M<sup>e</sup> Caron, l'agréé bien connu au tribunal de commerce de la Seine. Elle était fille de juifs alsaciens, fraîchement sortis du ghetto et ne mangeait que de la viande kasher. Elle s'appelait Andrée Ostreicher. De cette union naquit une petite fille, Jacqueline Vaudecrane, dont la destinée fit un jour une des gloires du patinage !

Plus d'une année avant la guerre, Vaudecrane avait compris que je pouvais encore lui être utile et il venait fréquemment me voir 92, rue de Richelieu, siège social de mon journal *La France*. Comme il ne gagnait guère que 3 ou 400 francs par mois, son petit journal sténographique ne lui rapportant en dehors de cela que d'assez maigres émoluments, il aurait voulu devenir reporter. En fait, Putz lui donnait une centaine de francs par mois pour les menus services qu'il rendait... Il habitait alors dans un tout petit appartement de la rue de Rome où il vivait chichement.

Vers la fin de 1915, on sentait que Putz était à bout de ressources. Il n'existait plus que grâce à des expédients. La guerre menaçait de se prolonger. Il fallait chercher autre chose. Ma situation parlementaire était bonne. Un ancien sous-secrétaire d'Etat, cela s'appelait ancien ministre. Les folies de Caillaux n'avaient pas encore trop compromis ses amis. J'étais un des rares députés ayant un talent de journaliste. J'aurais pu trouver dans la presse une situation sérieuse.

Je fis un effort vis-à-vis du *Journal* qui était rue de Richelieu le voisin de *La France*. *Le Journal* était déjà accaparé par un des hommes les plus singuliers de ce temps, Charles Humbert, sénateur de la Meuse, alors grand ami de Poincaré. Charles Humbert était un ancien officier sorti péniblement de Saint-Mainet, primaire, roublard, débrouillard et sans scrupules. Court, ramassé, trapu, il avait tout à fait la physionomie d'un Giboyer doué d'embonpoint. Quand je l'ai connu, il avait déjà conquis la notoriété et la fortune. Il avait épousé une juive fort riche et il était devenu châtelain d'un beau domaine dans le Calvados. Il avait compris tout le parti qu'on pouvait tirer de l'honnête et rusé Henry Chéron et il en avait fait une sorte de conseiller technique de son journal qui juridiquement appartenait à Henri Letellier (sorte de maboul multimillionnaire) mais dont en fait il avait, lui Humbert, la libre disposition.

Mes démarches vis-à-vis de Humbert ne furent pas couronnées de succès. Chéron prit ombrage de mon introduction possible dans la maison et je fus éliminé avec toutes sortes de politesses. Humbert, qui tutoyait tout le monde, me dit : « *Mon vieux, tu sais, je connais ton talent, mais ici je ne pourrai pas te payer ce que tu vaux. Et puis, on croirait que Caillaux est quelque chose dans cette maison etc. etc.* ». Ainsi déjà, la tunique de Caillaux me brûlait la peau.

Au demeurant, je crois que le refus de Charles Humbert n'a pas été une mauvaise chose pour moi. Je n'aurais pas pu me débarrasser de lui, comme le fit habilement Chéron, au moment où *Le Journal* eut de sales histoires et je serais sans doute sorti de l'affaire très éclaboussé. J'aurais de nouveau rencontré là Bolo et j'aurais pu y laisser mon honneur et ma carrière ! Je reviendrai plus tard sur cette affaire Humbert-Bolo. Une seconde tentative intéressante eut lieu du côté du journal *Le Soir*. Cette feuille jadis prospère était tombée entre les mains d'un juif habile nommé Bernard, le même qui fonda *La Journée industrielle*. Bernard la vendit à un certain Reboulin qui avait dirigé *Le Bulletin des Halles*. Reboulin avait besoin d'un agent politique et il avait d'abord jeté ses vues sur le député Charles Leboucq (du 13<sup>e</sup> arrondissement). Drôle de garçon, ce Leboucq ! Quand il devint député du 13<sup>e</sup> (en 1906), il n'avait pu conquérir aucune situation au palais de justice. Son talent était tellement médiocre que, l'ayant invité, un jour, à venir faire une conférence à Bouloire, Breteau me reprocha la nullité de mon poulain en me disant : « *Tu ne nous as amené ce Minus habeus que pour te faire valoir !* ». Breteau exagérait. Leboucq était un avocat de quatrième classe, mais il était débrouillard et avait le pied parisien. Il eut longtemps comme secrétaire Francis Carco qui s'est fait depuis une notoriété comme romancier des apaches. Leboucq avait épousé une assez jolie femme, ayant de la fortune, qui avait le défaut très à la mode d'être une prisonnière ou plutôt de faire des prisonnières. Cette *insatiata* donna beaucoup de mal à d'Estournelles quand ce dernier conduisit une équipe de pacifiques en Suède. Elle ne pouvait pas voir une jolie femme sans lui faire des propositions. Cette caravane prit des proportions carnavalesques. Le député de Cambrai, Leroy, y avait conduit une poule présentée comme sa femme. Au cours du voyage, le secrétaire de d'Estournelles, un nommé Rais, qui pourtant n'était guère beau, se donna la peine de cocufier Leroy. On avertit un jour Leroy que sa... femme était dans la chambre de Rais. Le drame fut évité grâce à la sagesse du bon abbé Lemarie qui fit sauver la fausse M<sup>me</sup> Leroy par une autre porte et l'enferma dans une salle de bains. L'abbé calma le... mari et l'affaire n'eut pas de suite. Ou plutôt, elle eut une suite douloureuse pour Leroy, car sa vraie femme eut vent du scandale, demanda le divorce et l'obtint. Or, c'était elle qui possédait la fortune du ménage. Le brave Leroy perdit sa femme et ensuite son siège de député, ce qui m'étonne car généralement les électeurs attachent peu d'importance aux histoires de mœurs !

Dieu ! Quelle parenthèse pour ce malheureux Leboucq qui finit lui aussi par perdre son siège de député de Paris (on l'accusait d'avoir tripoté dans des affaires de pétrole) et se présenta vainement deux ou trois fois à la députation et au conseil municipal. Il est rare qu'un homme médiocre se retire du puits quand il y est tombé. Cependant, la roublardise de Charles Leboucq me fait espérer (il est jeune encore) qu'il reviendra à la surface.

Dans tous les cas, en 1915, il ne réussit pas avec Reboulin qui s'aperçut de l'insuffisance de son agent de liaison et le rompit aux gages. Il y eut là-dessus un procès scandaleux. Leboucq demanda à Reboulin 150.000 francs de dommages-intérêts et en obtint 5000. C'était tout ce que ça valait !

Reboulin jeta donc ses visées sur moi après cette rupture et j'ai peut-être eu tort de ne pas le suivre. Il avait un passé quelque peu douteux, et nous aurions peut-être mieux réussi qu'à *L'Exportateur*.

Je faillis aussi traiter avec Gilles Normand qui venait de fonder un hebdomadaire économique avec le concours des maisons à succursales multiples. Ces gens-là ont beaucoup d'argent et j'aurais pu trouver de ce côté une position enviable. Mon mauvais génie me laissa empaumer par un jeune bandit, espèce de du Tillet de bas étage.

Au moment où Putz était à la veille de sombrer, Vaudecrane me dit un jour : « *Patron, je connais bien les affaires de publicité, nous devrions fonder un journal économique dans le genre des Echos. Mon beau-père est riche et ferait les premiers fonds* ». Ce propos m'allécha. *Les Echos* étaient un périodique hebdomadaire créé vers 1908 par de jeunes Allemands naturalisés, les frères Robert et Émile Schreiber. Ils étaient fils d'un commissionnaire originaire de Francfort, aussi juif que Moïse et qui avait fait de mauvaises affaires 4, rue Martel. Sa déconfiture ne fut toutefois officielle qu'après qu'il eût fait donner à ses trois fils, Robert, Émile et Georges une instruction secondaire. La faillite du père laissa les trois fils dans un état voisin de la misère. Robert se plaça chez un commissionnaire, devint lui-même un tout petit commissionnaire. Émile alla gagner petitement sa vie en Argentine. La famille se saignait aux quatre veines pour faire continuer à George ses études de médecine.

Robert eut l'idée d'imprimer chaque mois une petite feuille dans laquelle il signalait les acheteurs étrangers présents à Paris. Elle eut du succès. Il l'intitula *Les Echos de l'exportation* et la rendit hebdomadaire. Il crut au succès et fit revenir son frère d'Argentine. Bientôt, grâce au concours d'Allemands de Berlin, qui avaient créé *Le Confectionneur*, les deux frères purent étendre leur action et ils eurent un siège social 4, rue Martel dans l'immeuble même où le père Schreiber avait failli.

Je fis leur connaissance avant la guerre et je confiai à Emile Schreiber une mission en Allemagne. J'ai raconté par ailleurs combien cette mission me créa de misère. Émile fut très maladroit et fut l'objet d'un rapport des plus désagréables de M. Jules Cambon. Je fus blâmé en plein Conseil des ministres, en raison de cette mission. J'en conservais quelque rancœur. Lorsque la guerre fut déclarée, Robert Schreiber fut mobilisé dans l'aviation et Émile dans l'artillerie. Ils firent leur devoir. Mais une campagne fut engagée contre eux par *La Libre parole* et par *L'Action française*. Daudet voyait des espions partout. Comme *Les Échos* avaient été fondés avec de l'argent allemand, ils furent mis sous séquestre et les frères Schreiber se virent en mauvaise posture.

Connaissant ces détails, Vaudecrane eut l'idée de me faire créer sous le titre *L'Exportateur français*, un organe susceptible de faire une concurrence fructueuse aux frères Schreiber.

J'entrai dans les vues de Vaudecrane qui m'offrit un pourcentage de 20 % sur toutes les affaires que j'apporterais au journal (publicité) et un traitement fixe de 1500 francs par mois comme rédacteur en chef. C'est cette somme que je gagnais à *La France*. Elle représentait plus de 6000 francs d'aujourd'hui.

Seulement, le père Ostreicher qui devait faire les fonds de lancement n'avait pas un sou. Il se fit donner le titre de comptable en chef avec les mêmes honoraires que moi. En réalité, les premiers fonds furent versés par mes amis et notamment par M. Charles-Roux,

président de la Compagnie transatlantique, qui m'en fit cadeau (environ 80 000 Fr.). Mes amis m'avaient donné le conseil de faire mettre à mon nom le titre du journal. Je ne pris pas cette précaution élémentaire et pourtant toute la combinaison reposait sur mon nom et ma personne. J'avais peur de compromettre ma situation de parlementaire, ce qui était bien naïf. D'autre part, je considérais Vaudecrane comme mon fils et je le croyais sérieux et actif. En réalité, je devenais son employé et je mettais toute l'affaire entre ses mains. Pendant un an, ce fut la lune de miel. Il me respectait et ne faisait rien sans me consulter. Quand il se sentit suffisamment fort, il me traita sans ménagement, s'octroya le plus beau des bureaux et puisa dans la caisse à pleines mains. Comme l'affaire était bien lancée, l'argent abonda d'abord. Le gouvernement, pour me faire plaisir, versa de fortes subventions. Pour éviter tout contrôle, Vaudecrane éloigna de moi tout le personnel qui m'était fidèle, Dassier, Roubaud et tous ceux qui m'avaient suivi de *La France*. Ensuite, il mena un train d'enfer. Il recevait à table ouverte, il se tailla dans l'immeuble un appartement luxueux dont le loyer avait à cette époque une valeur de 20.000 francs ! Il entretenait des cocottes, fréquentait les dancings jusqu'à quatre heures du matin et il finit par se constituer un sérail avec les sténographes du journal. En juive parfaitement immorale, M<sup>me</sup> Vaudecrane fermait les yeux. Du moment qu'elle avait une auto, des diamants et des perles, tout lui était égal. En 1917, le ménage Vaudecrane vivait sur le pied de 200.000 francs par an, ce qui représenterait maintenant (1930) 1 million de francs !

Le journal était bien parti, car Vaudecrane n'avait pas épargné sur le chapitre publicité. Mais au bout de trois ans, la clientèle était lasse de payer cher des annonces qui rapportaient peu. De plus, Vaudecrane avait eu l'imprudence de diffamer les frères Schreiber qui reprirent leur entreprise vers la fin de la guerre et se défendirent habilement, rassemblant leur clientèle. Malgré mes conseils de sagesse, Vaudecrane leur fit une guerre déloyale et il fut condamné à leur payer 80.000 francs de dommages-intérêts.

Lié par mon contrat, j'assistais impuissant à ses folies. Je sentais venir la faillite, j'avais peur du scandale et ne savais comment rompre. Mon prestige parlementaire s'évaporait chaque jour. Il s'enfuyait comme de l'eau à travers les mailles d'un crible.

Pendant deux ou trois ans, *L'Exportateur français* a joué un grand rôle dans la vie de Paris. Il donnait des déjeuners dans ses salons; il y réunissait une élite d'industriels et de littérateurs. Pendant ce temps, je continuais le train modeste d'un homme qui, comme député était accablé de frais et qui, comme journaliste, gagnait 2500 francs par mois. Mais, la caisse se vidait. Vaudecrane avait deux autos, un château à Luc-sur-mer, des chasses, des pêches, des maîtresses. Le bateau aurait sombré dès 1917 si Vaudecrane n'avait trouvé un mécène dans la personne de M. Albert Tronc.

Cet Albert Tronc était un personnage assez singulier. Très faible d'intellect, il avait trouvé sa carrière dans une brillante succession paternelle. Son père, établi rue du Mail, avait développé un établissement de premier ordre (soieries pour ameublement, tapis) qui comptait des usines et des succursales dans le monde entier.

Cerveau étroit, Albert Tronc était d'une avarice sordide pour tous ceux qui ne flattaient pas ses petites passions. Il habitait un très modeste appartement place du Théâtre français. Il était marié, père d'un enfant mais ne semblait guère s'intéresser à sa famille. Gagnant deux ou

3 millions par an, il n'avait pas d'auto et voyageait en seconde classe dans le métropolitain. Mais il adorait les timbres-poste et les collections d'effets militaires. Il achetait à des ventes un timbre rare pour cent mille francs, sans sourciller.

Lorsque j'étais rédacteur en chef de *La France*, Putz avait cherché à mettre la main sur Tronc. Il n'avait pu le gagner. Ce que Putz ne put pas faire, Vaudecrane le réalisa. Dès la deuxième année de *L'Exportateur*, Tronc était devenu le prisonnier de Vaudecrane et il n'abandonna jamais mon ancien secrétaire dans ses échéances les plus difficiles. Le Tout-Paris du Boulevard s'occupa de cette singulière liaison. On parla de pédérastie, puis on insinua que Tronc devait coucher avec Madame Vaudecrane. Comme beaucoup de juives, cette dernière était dépourvue de toute pudeur et j'ai presque eu la preuve qu'elle se sacrifia parfois aux nécessités financières de son mari qui était dépourvu lui-même de tous scrupules. Mais j'ai la conviction que Tronc était un maboul chaste. Il voyait surtout dans *L'Exportateur* un moyen de se faire décorer et aussi de se protéger contre les exigences du fisc, car il a dû frauder pas mal durant la guerre. Ce fut le péché mignon des industriels !

Un journal de chantage, Le Grand guignol, dirigé par un maestro bien connu, Georges Anquetil auquel nous avons refusé une mensualité de 300 francs m'accusa non seulement de coucher avec M<sup>me</sup> Vaudecrane mais encore d'avoir débauché des mineures de treize ans. Si on répondait à de pareilles histoires, c'est alors qu'on deviendrait la fable de Paris !

J'ai passé de bons moments à *L'Exportateur*. J'y écrivais la chronique hebdomadaire ce qui me valut des relations agréables. De 1915 au mois de janvier 1924, malgré des vicissitudes diverses, je fus l'un des journalistes économistes les plus notoires. Si Vaudecrane avait été sérieux, nous aurions fait une belle œuvre. Mais, l'expérience a démontré que j'avais commis une faute énorme en associant ma destinée à celle d'un voyou.

J'abandonne *L'Exportateur* pour raconter brièvement ce que je sais de la politique durant la guerre.

#### La politique pendant la guerre.

Je n'ai guère quitté les couloirs du Parlement de décembre 1914 à novembre 1919. J'étais membre de la commission du budget, vice-président de la commission de l'assurance sociale, vice-président de la commission des mines, fort écouté dans le groupe radical-socialiste. C'est là que j'ai constaté la pleutrerie, le mauvais vouloir, le patriotisme insuffisant des députés de gauche. L'union sacrée n'a jamais été qu'une plaisanterie. Au fond, ces gens-là pratiquaient les mêmes passions, les mêmes haines que durant la guerre. Ils ne songeaient qu'à jeter les ministres par terre pour ramasser des portefeuilles. Pendant cette guerre, pendant ce cauchemar, il y eut de l'héroïsme partout sauf au parlement. J'avoue que je n'ai pas fait le zouave; mon âge expliquait ma présence à Paris. Je considérais que j'avais payé ma dette en donnant mon fils. Je n'ai recherché aucune mission aux apparences périlleuses. Je ne suis jamais monté à la tribune, je me suis spécialisé dans l'étude des questions économiques. Mes enfants retrouveront les milliers d'articles que j'ai écrits. Aucun ne vaut la peine d'être conservé. Cependant, j'ai eu ma petite influence dans les milieux industriels et commerçants.

J'écrivais à *La France*, à *L'Information économique*, à *La Petite Gironde* enfin à *La Dépêche de Toulouse* (où je collabore encore). À noter aussi ma collaboration au *Petit parisien*.

Je n'ai guère été qu'une fois au front pour aller avec le docteur Breteau visiter le docteur Gigon qui dirigeait une ambulance à Carency dans le Pas-de-Calais. Nous sommes passés par Amiens et nous sommes revenus par Compiègne où nous avons failli être tués par un obus de 420. Voici le récit que j'ai fait de cette excursion intéressante dans le journal *L'Information*.

Ce n'est pas un sentiment de banale curiosité qui m'a poussé à solliciter du quartier général l'autorisation d'un voyage au front. Président d'un comité de secours aux victimes de la guerre, j'avais pour devoir de me rendre compte par moi-même de la manière dont notre concours pouvait être apporté dans certaines régions envahies. Et c'est ainsi qu'il y a quelques jours, accompagné de deux amis, j'ai pu circuler librement tout près de la ligne de feu, sur un parcours d'environ 150 kilomètres.

Il y a parmi les poilus des journalistes de talent qui nous ont déjà procuré des descriptions passionnantes de leur vie militaire ; le cinématographe nous a, par ailleurs, fourni une saisissante documentation. Je n'ai donc pas la prétention de donner ici une note nouvelle. Il est probable, au reste, que mes observations les plus intéressantes seraient impitoyablement coupées par la censure. Cependant, il est de toute évidence qu'un pékin égaré dans le tumulte de la vie des camps voit les choses d'un autre oeil que les professionnels, que fatalement il voit d'autres choses, justement... parce que son attention n'est pas émoussée par l'habitude.

Voici d'abord une impression de tourisme. Lorsqu'on parvient dans la zone la plus rapprochée du canon, on peut diviser les routes en deux catégories : celles que néglige le transport militaire et celles qu'il emploie. Dans les premières, on est en pleine solitude. De superbes voies nationales bordées de platanes et qui, conduisant vers les villégiatures autrefois recherchées, étaient sans cesse parcourues par des autos se prolongent mornes, sans vie, sans bruit durant des lieues. A droite et à gauche on aperçoit par-ci par-là un cultivateur âgé qui lie des gerbes et c'est tout. Le silence n'est troublé que par la trépidation du moteur de notre voiture et parfois par le grondement lointain des grosses pièces d'artillerie.

Sur les routes militaires, le contraste est frappant. C'est depuis le lever du jour une suite presque ininterrompue dans les deux sens de voitures de ravitaillement, de crissons d'artillerie, de camions automobiles, de cuisines roulantes. Tous les moyens de locomotion sont utilisés. L'âne, le mulet, le cheval, le chien même nous prêtent leur concours en bons frères inférieurs, comme les dénommait Auguste Comte. Et tout cela marche, court, s'agite, hennit, aboie, ronfle, crie, jure au milieu d'un nuage de poussière tel que je n'ai jamais observé rien

lieutenant. — « Mais si, mon cher député, me répond-il, la danse commence généralement le soir vers six heures. » Je tire ma montre. L'aiguille marque six heures moins un quart. « Voulez-vous venir visiter avec moi le cimetière là-haut? » me dit gentiment l'officier, il est fort curieux. Je confesse honteusement que j'ai préféré me retirer derrière la ligne des 75. Mon excuse est qu'il se faisait tard. Je pensais aussi que Henri IV et Turenne avaient leurs faiblesses. Au fond, je me disais que, si la fatalité dirigeait un obus de mon côté, je n'aurais même pas la satisfaction de mourir en héros. Je songeais à l'oraison funèbre que me consacraient mes meilleurs amis : « Qu'est-ce qu'allait faire là-bas cet imbécile? »

Je suis revenu au cantonnement dans la mélancolie d'un soleil couchant, cheminant avec de braves pionniers (des Mayennais) qui revenaient de la tranchée leur pelle sur l'épaule. Ils s'arrêtaient de temps en temps pour contempler au-dessus de leurs têtes trois avions français qui chassaient un taube, dans un crépitement de mitrailleuses. Le ciel était pur et l'on distinguait nettement l'intéressante manœuvre de nos aviateurs.

Autour de l'oiseau boche l'éclatement des 75 semait de légers nuages de fumée.

\*\*

J'ai rapporté de là-bas cette impression nette que la guerre telle qu'elle se poursuit en France sur 400 kilomètres, à part les dures tentatives de percée, était passée, comme disent les médecins, à l'état endémique. Il n'y a pas grande différence entre ce soldat qui revient de la tranchée après journée faite et l'ouvrier rural qui regagne la ferme après le labeur. Ce soldat et ce paysan sont d'ailleurs le même homme. L'héroïsme de ces gens-là est dénué de toute agitation nerveuse ; c'est bien un travail régulier qu'ils accomplissent sans émotion, sans trépidation, sans la conscience même de leur bravoure. Et il m'a paru que, si un Allemand intelligent pouvait contempler ce tableau, il serait en même

temps étonné et angoissé de cette résignation froide du Français devant la tâche militaire.

Pour terminer, une anecdote. On sait que, dans la zone des armées, les autos ne peuvent circuler qu'à l'aide d'un mot de passe que l'autorité militaire change toutes les vingt-quatre heures. Par un hasard malencontreux, l'officier qui nous servait de guide avait, ce soir-là, oublié le mot. Nous parvenons à un carrefour dont la garde était confiée à un superbe tirailleur sénégalais. Notre officier veut en vain parlementer ; il se heurte à l'inflexible consigne. « Ecoute, lui dit enfin le brave noir, si tu dis pas le mot, tu passes pas ; mais si tu dis *Cambray* tu passes ! »

Nous avons passé.

Maurice AJAM,

de pareil même sur les routes algériennes. Je plains notre malheureux chauffeur qui ne voit pas à cinq mètres devant lui et qui est obligé de dépasser quelque chose comme six cents camions automobiles pleins de fantassins tout blancs comme des fariniers au sortir du moulin et qui nous envoient leurs lazzis.

Nous voilà enfin arrivés au point terminus de notre voyage, dans un petit hameau du Pas-de-Calais où nous rencontrons par un hasard providentiel une ambulance divisionnaire dont presque tous les médecins sont des amis ou des compatriotes. Nous sommes ici à 25 kilomètres environ de la zone dangereuse et l'on n'y entend pas le bruit du canon. La veille, au crépuscule, un aviatik est venu lancer quelques centaines de fléchettes qui fort heureusement n'ont fait de mal à personne. Médecins et soldats s'ennuient. L'ambulance était, il y a quelques semaines, beaucoup plus rapprochée du front ; on entendait les duels d'artillerie et on voyait des combats d'avions. Aujourd'hui pas de blessés, quelques rares malades atteints d'embarras gastrique : c'est un peu monotone. On nous invite à déjeuner à la popote. Nous acceptons. C'est la fortune du pot, mais le pot est bien garni. Jamais je n'ai mieux déjeuné dans une de ces bonnes auberges de canton où se conservent les traditions culinaires et qui sont recommandées par le Club des Cent. On me dit que le cuisinier est l'ancien chef du Cercle Républicain de l'avenue de l'Opéra. Tout s'explique. Mais nous avons bientôt la preuve que sur toute la partie du front visitée par nous, tout le monde, à tous les degrés de l'échelle militaire, est enchaîné à la nourriture. L'Intendance est devenue

dans notre armée aussi populaire qu'elle l'était peu après 1870. Un des résultats acquis de cette guerre est qu'on ne blaguera plus jamais les riz-pain-sel.

Nous demandons à un officier de nous faire visiter dans l'après-midi un des derniers champs de bataille. Ce n'est qu'une petite promenade. Nous traversons plusieurs cantonnements qui regorgent de troupes appartenant à toutes sortes d'armes. La campagne est superbe et grouille de vie. Au bord d'un ruisseau, des poilus se livrent aux douceurs de la pêche à la ligne. Plus loin d'autres poilus transformés en lavandières tapent sur leur linge à coup de battoir ou l'étendent sur les haies pour le sécher. Deux kilomètres encore : nous pénétrons dans un village qui nous produit l'effet d'une grande fourmière militaire et où l'on entend le son très rapproché des grosses pièces. Il faut gravir un coteau où Français et Boches se sont entretenus durant neuf jours. Nous passons derrière une batterie d'artillerie lourde dont les pointeurs nous suivent d'un regard qui m'a paru dénué de bienveillance. Après tout, c'est peut-être une illusion.

Du somme  
une étendue  
zerne et de  
lument celui  
ou trois vill  
étaient aut  
blanchâtres.

La vie ru  
nuer. Tous  
ques pas, u  
zerne ; il no  
tres un trou  
près de la h

Au somm  
le clocher d  
et sur laq  
de tirer de  
constaté, m  
étrange ; t  
servateurs  
un bomba  
Nous pens  
pion, mais  
fômes fixé  
plemment re  
montait da  
volaient. »

Au bas c  
tière milita

se serrent  
tes ont leu  
laquelle es  
au champ  
quée au p  
un papier  
mes tentés  
dont on  
marcher e  
Après la g  
les lignes  
et j'avoue  
désagrèab  
quand il  
dos, n'offre

Je conseil  
Lorsqu'on  
« A 4.750  
on songe t  
du plateau  
cent de re

Dans le  
facte. Il e  
chasseurs  
rains d'ou  
poste de  
queté « K  
où l'a lai  
petite tab  
canapé, e  
faut est d  
les officie  
là-dedans  
confort. I  
instant s  
mais bon

A Compiègne, nous déjeunions tranquillement à l'hôtel de la Gare, quand les Boches ont commencé un bombardement de 420 pour représailles. Ils ont tiré onze coups (de 27 kilomètres de là) visant la gare. Le premier coup a porté à 70 mètres de notre hôtel, faisant sauter tous les carreaux. Le second a détruit une aile de l'hôpital, ne tuant qu'une infirmière. Nous sommes partis après le 11<sup>e</sup> et dernier coup en traversant la forêt jusqu'à Senlis.

Depuis le début de la guerre jusqu'au mois de juillet 1918, l'œuvre du Parlement français a plutôt été néfaste. Sur dix députés, il y en avait neuf qui étaient défaitistes et qui prévoyaient la victoire allemande. Alexandre Ribot était un grand orateur parlementaire, mais il était fatigué. Painlevé était un hurluberlu. Quant à Aristide Briand, il a longtemps rêvé de faire une paix hâtive. Poincaré a eu vraiment de la tenue. Il a trop longtemps ménagé Malvy, mais il est certain qu'il a eu du cran. Ce fut un bon Français, un peu faible, ayant des tendresses pour les hommes de gauche, mais un vrai Lorrain. Il a fait noblement son devoir et il a toujours eu besoin de remonter le moral de ses ministres qui n'avaient pas confiance dans les généraux. On peut dire que l'antimilitarisme issu de l'affaire Dreyfus a persisté dans les milieux politiques jusqu'à la fin de la guerre. L'action des Maurice Barrès, des De Mine a été utile sur la masse, mais les radicaux étaient exaspérés par le nationalisme de ceux qu'ils persistaient à appeler des réactionnaires. Le militaire le plus redouté par les pantouflards était le général Mangin, gendre de Cavaignac.

Malvy a largement subventionné *Le Bonnet Rouge*, qui était l'abominable organe du défaitisme. Le député Meunier (de l'Aube), Almereyda, Duval, Goldsky, Victor Margueritte, le maître chanteur Jacques Landau poussaient Caillaux vers le pouvoir. Je vais tâcher de préciser qu'elle fut la position hypocrite prise par Joseph Caillaux, fou criminel.

J'indique (l'ai-je déjà fait ?) que, dans ces mémoires, je m'efforce d'introduire une suite chronologique. On trouvera dans mes notes quotidiennes des historiettes que je n'introduis pas ici. J'apporte une modeste contribution à l'histoire d'années intéressantes et troublées de notre vie nationale. Ce sera à mes successeurs de faire un tri. En ce qui concerne l'histoire locale, on trouvera dans les nombreux journaux de la Sarthe (*Courrier de Mamers, Pays fertois, Commerce de Sablé* etc...), où j'ai tant écrit, des documents indiquant que je ne me suis pas caché derrière ma pierre tombale pour diffamer. J'ai dit, plein de vie, à mes ennemis ce que je pensais d'eux. En ce qui touche le portrait de l'immonde Caillaux, je procède, comme les peintres, par retouches successives.

Je le retrouve ici après ses voyages en Amérique du sud où Thomson l'avait envoyé pour empêcher qu'il ne fût assassiné en France et pour en débarrasser le pays. Le couple hideux ne cessa d'appeler l'attention sur lui. Le mari et la femme sont des cabotins perpétuels. Qu'importait à Caillaux qu'on le voit diffamé ! Il lui suffit qu'on parle de lui.

Maurice Raynaud, l'ancien ministre qui mourut dégoûté d'avoir été son ami, avait supplié, avant ma déposition devant Bouchardon, d'épargner le traître. J'ai eu la faiblesse de céder. J'ai fait un faux témoignage par préterition. Je ne me suis volontairement souvenu que des discours publics de Caillaux. Monstre d'hypocrisie, manœuvrier, parlementaire habile, Caillaux ne se déboutonnait que devant des personnes dont il se croyait sûr. Il souffrait horriblement de n'avoir été rappelé aux affaires ni par Briand, ni par Viviani, ni par Painlevé.

Il devint donc le chef occulte de l'armée défaitiste dans laquelle se rangeaient Turmel, Loustalot, Paul Meunier, député de l'Aube, Viollette et beaucoup d'autres socialistes et radicaux socialistes. Parmi les littérateurs, j'ai déjà nommé Goldsky, Duval, Alemereyda, Victor Margueritte et beaucoup d'autres.

Un mot particulier sur Victor Margueritte. Il fut d'abord le collaborateur de son frère Paul qui avait du talent, car Victor ne fut jamais qu'un combineur. Après la mort de Paul, il n'écrivit plus rien de bon. Au début de la guerre, ce fils d'un grand général commença par se faire embusquer. Il fonda ensuite un journal économique qui avait pour but, écrivait-il, la propagande du commerce français à l'étranger. Il faisait copier 300 exemplaires au Ronéo, il dépensait ainsi 300 francs par mois et se faisait verser par Alexandre Ribot une subvention mensuelle de 10 000 francs. Comme je sollicitai moi-même des subventions pour *L'Exportateur*, je rencontrai mon Victor Margueritte dans toutes les antichambres de tous les ministères. La différence qui existait entre lui et moi est que j'employais honnêtement les subventions et qu'il ne m'en restait pas un sou aux doigts (j'ai vraiment été trop poire !) alors que Margueritte entretenait des poules et vivait joyeusement.

Victor Margueritte, en 1915 et 1916, fut patriote, nationaliste ardent, mangeur de Boches. Il était très bien reçu par Poincaré auquel il léchait les doigts de pie et qui le fit nommer commandeur de la Légion d'honneur, ce qui était un peu fort !

Le gouvernement finit par s'apercevoir que le beau et fringant Victor était un fumiste profiteur. On lui supprima les subsides. Alors, V. Margueritte devint un défaitiste de première classe, caillautiste de la bande du *Bonnet Rouge* ! Cela ne lui rapportant pas beaucoup, il se mit à écrire des romans pornographiques qui se vendirent à l'étranger comme contenant d'exactes descriptions des mœurs françaises. Le Bloc national eut le courage de le faire rayer de la Légion d'honneur. Cela fit à Margueritte une excellente publicité dans tous les milieux anti français et il a vécu des rentes de cette infamie. Cet olibrius a fait beaucoup de mal à notre pays. Il a fini par devenir le principal collaborateur du maître chanteur Georges Anquetil qui réunit plus tard dans son journal *La Rumeur*, un groupe d'intellectuels notoires, poussés par la misère à se mettre au service de n'importe qui.

J'ai déjà défendu Malvy dont l'unique tort fut de ne pas mettre à la porte du ministère de l'intérieur toute cette bande avide et compromettante. Malvy n'a jamais été qu'un faible. Il était et est demeuré bon manœuvrier de Parlement, mais il était au-dessous de la tâche énorme qu'il fallait remplir à l'Intérieur.

En ce qui touche Almereyda, Malvy a cru que ce fougueux condottiere était le maître des milieux anarchistes. En réalité, Almereyda n'était qu'un vulgaire faiseur, payé par l'ennemi. On a insinué que Malvy l'avait fait étrangler dans sa prison pour se débarrasser d'un complice. Cette version est stupide. Malvy s'est dégagé de la bande dès qu'il a pu et Almereyda, se voyant perdu, s'est étranglé avec les lacets de ses souliers pour éviter le poteau de Vincennes. Il est étonnant qu'on n'ait pas encore cherché à le réhabiliter, comme on a réhabilité le forçat Goldsky.

Duval avait un talent énorme de journaliste. Il écrivait l'éditorial aussi bien que Magnard, Capus et Edmond de Mesnil. Ce dernier a été payé par le gouvernement mais il a fait de bonnes et patriotiques besognes.

J'ai déjà dit que j'avais connu les tréfonds de l'affaire Duval. J'étais dans le cabinet de Leymarie quand le colonel Goubet, chef de la police militaire, est venu lui apporter le chèque saisi chez Duval, chèque qui représentait de toute évidence un subside allemand. Leymarie qui n'aimait pas beaucoup les militaires, s'est contenté de dire : « *Débrouillez-vous et si vous n'avez pas de preuves contre Duval, rendez le chèque !* ». Ce propos lui a valu deux ans de prison. Strictement, Leymarie, chef de la police civile, était dans son droit. Il a fait preuve de trop de sympathie envers Duval qui émargeait aux fonds secrets, mais il n'y avait rien de criminel dans son acte. On ne peut lui reprocher qu'un manque de zèle. Il a voulu éviter une responsabilité à son patron et ami Malvy. Ce dernier lui en a été bien peu reconnaissant. Il a laissé Leymarie en plan, il l'a abandonné au Conseil de guerre. Ce lâchage de Malvy est une honte. Il s'explique par l'atmosphère misérable dans laquelle nous avons vécu, au milieu des espionnages, des immoralités, du bombardement.

Ma conviction est ainsi que le jeune Lenoir a été une victime. C'était un misérable embusqué, un lâche, un faible. On n'a jamais prouvé qu'il ait trahi. Quand on a fusillé ce malheureux à Vincennes, c'était une loque ! Cette exécution a été l'une des plus tristes affaires de la guerre 1914.

De tous ces exécutés, Duval a été le plus justement puni. Car celui-là savait ce qu'il faisait. Il croyait réaliser la vraie politique de Caillaux. Si Caillaux et sa bande étaient parvenus au pouvoir, la paix aurait été faite et la France serait devenue la vassale de l'Allemagne, une sorte de Hollande. Tout l'entourage de Caillaux, au lieu d'aller en prison, aurait été pourvu des postes les plus importants (préfets, gouverneurs coloniaux etc...).

#### Caillaux et Bolo

Au risque d'anticiper un peu sur les événements, je vais raconter ce que je sais de l'affaire Caillaux-Bolo. Si Caillaux n'avait pas été déjà déconsidéré et par l'histoire de sa femme et par ses voyages à l'étranger au cours desquels il avait vraiment trop bavardé, il aurait pu prendre au Parlement une situation de premier ordre. Cet homme-là est un orateur de second plan, il n'est qu'un pion fiscal, connaissant admirablement tout ce que doit savoir un contrôleur des contributions, mais il n'a jamais eu les aptitudes d'un grand financier. Il a été surtout servi par son audace, sa mégalomanie malade dans un milieu où les audacieux ont toutes les chances. Il a souffert horriblement de l'abandon systématique dont il a été l'objet pendant la guerre.

J'ai raconté les conditions dans lesquelles il s'était lié à Bolo. Ils ont certainement fait quelques affaires ensemble, mais aucune preuve sérieuse n'a été rapportée en ce qui touche la reprise de leurs relations pendant la guerre. Bolo, qui avait des relations internationales, avait la même pensée que Caillaux : mettre fin à la guerre par tous les moyens, même les plus exécrables, mais ils ont agi chacun de leur côté. Tous les deux pensaient que logiquement la France devait être écrasée.

Ainsi, je fais à chacun d'eux leur part distributive de justice. L'idée sur laquelle ils s'appuyaient ne provenait pas d'une criminelle germanophilie. Ils concevaient une France heureuse sous le patronage de l'Allemagne et c'est ce qui les a poussés à trahir.

Pendant que Caillaux cherchait à créer un parti de la paix à tout prix (la suite de l'histoire a prouvé qu'il eût pu aisément réussir) Bolo, par des manigances secrètes, cherchait à capter la presse française. Il a été clairement établi qu'il avait reçu des Allemands dix millions pour acheter *Le Journal* où trônait l'aventureux Charles Humbert. Plus tard, il imagina, comme système de défense, que ces 10 millions formaient le total de ses dépôts dans les banques belges, la Belgique étant occupée alors par l'ennemi. Hélas ! L'inexistence de cette somme après la guerre dans les banques belges confirma la culpabilité de Bolo !

On n'a pas trainé un innocent au poteau de Vincennes. Je plains beaucoup plus ce malheureux Lenoir fils qui a payé chèrement la fortune acquise par son père au service de Caillaux. Alphonse Lenoir, parti de très bas, n'a fait ni pis ni mieux que les autres distributeurs financiers. Il a, comme les autres, apaisé les maîtres chanteurs et il a réalisé un gros patrimoine avec ses pourcentages. C'est un métier délicat, qui exige des mains pas très propres parce qu'il faut serrer trop de mains sales. Ce pauvre petit Lenoir était surtout un embusqué, mais cela ne valait pas la mort. C'est une loque humaine que l'on a attachée à un poteau, un petit noceur veule et abruti... Ah ! Tout cela est bien écœurant !

Je voudrais ici faire abstraction en moi de l'homme dont le fils est mort en héros et qui a lui-même conservé toujours un fond de patriotisme et de nationalisme paysan. Oui, j'ai vu des choses abominables, j'ai enregistré des lâchetés, j'ai vu des embusqués payer des médecins pour sauver leur peau, des médecins accepter cet argent infâme. Comment s'étonner de l'immoralité qui a accompagné et suivi la guerre ? Ce sont les honnêtes, les braves qui ont été se faire tuer tandis que toute la clique s'est... débrouillée. Mais, à tout prendre, la dose d'héroïsme a de beaucoup dépassé la somme des lâchetés. J'ai assisté à un mouvement d'enthousiasme, à un réveil d'esprit français, à un sursaut d'énergie qui font que, même aujourd'hui, alors que je vois les traîtres et les salauds honorés, je ne désespère pas de l'avenir !

Charles Humbert était avant tout un roublard ambitieux, un amoral. Il faut prendre les hommes tels qu'ils sont, ils ne sont ni bons, ni méchants. Ils sont conduits par leurs intérêts et leurs passions. Humbert était un gros jouisseur qui aimait l'argent. Quand il a traité avec Bolo, par l'intermédiaire de l'avoué Guillaume Desouches, il ne savait pas trop où il allait. Il voulait développer son journal, jouer un grand rôle. Il détestait Poincaré qui avait, dans son département de la Meuse, une trop grande influence. C'était une question électorale entre deux sénateurs ! Il était porté à prendre le contre-pied de ce que faisait son collègue devenu président de la République et qui persistait à préparer son retour politique dans la Meuse. On a procuré à Humbert un acquittement de pitié. On l'a tué moralement. C'est tout ce qu'il méritait. Lui aussi a failli revenir sur l'eau. S'il avait vécu, il pouvait faire comme Caillaux. Nous en avons vu bien d'autres !

Caillaux était le centre de ralliement de toute cette vermine. Il dissimulait son jeu. Il avait souffert du mépris de Poincaré, du mépris de Ribot, du mépris d'Aristide Briand.

Painlevé lui-même l'avait trouvé trop compromettant quand il forma son ministère de 1917. Cette année 1917 a vraiment été l'année terrible. Les milieux parlementaires n'en pouvaient plus; on en avait assez de l'union sacrée; les députés commençaient à faire de la basse démagogie dans leurs arrondissements. D'ailleurs, leurs futurs concurrents de 1919 leur travaillaient déjà les côtes. La démagogie sévissait au front. Malvy ne faisait rien pour la décourager. L'indiscipline gagnait les troupes. Des régiments entiers se soulevaient. Le voutour Caillaux planait en attendant sa proie. Caillaux était essentiellement un alarmiste et un défaitiste. Quand il parlait en public, il esquissait une doctrine nationale, il jouait au matamore ! Mais, dans les couloirs, il bramait la défaite ! Il tenait des propos horribles. Quand il fut arrêté, Maurice Raynaud, l'ancien ministre, vint me trouver et me dit : « *Ajam, nous ne pouvons pas fouler aux pieds un ancien ami, si coupable qu'il soit. Si vous voulez, nous oublierons toutes les folies qu'il nous a servies dans l'intimité* ». Et nous nous mîmes d'accord pour une déclaration devant Bouchardon. Nous avons dit la vérité, mais seulement une partie de la vérité. Noulens a fait de même.

Oui, je ne sais pas comment tout ne s'est pas écroulé sous ce ministère Painlevé. Ce dernier était un homme plein de bonne volonté, un grand savant pour lequel la politique était un violon d'Ingres. Un enfant génial, plein d'esprit et dont le cardinal de Retz aurait dit qu'il était moins propre à gouverner que son valet de chambre. Je l'ai beaucoup connu, beaucoup pratiqué ; il était bon et fidèle à ses amis, accessible à la flatterie plus que Caillaux lui-même, brouillon, se laissant diriger par n'importe qui. Il a toujours eu comme confident et directeur de conscience un épouvantable poivrot, le docteur Lemoignie, dont il a fait un sénateur de l'Inde. Tous les jours que Dieu a faits, à midi, Lemoignie était saoul comme toute la Pologne. Il était l'âme du ministère !

J'ai écrit plus haut que Briand méprisait Caillaux, cependant, il est certain qu'il a intrigué avec lui au cours de l'année 1917. Je renvoie ici mes lecteurs à l'admirable étude historique de Georges Suarès, De Poincaré à Poincaré et surtout à cette Vie orgueilleuse de Clemenceau qui demeurera un document unique (1930). J'ai vécu dans les couloirs de la chambre depuis 1915 jusqu'à 1923. Je puis affirmer que tous les détails donnés par Suarès sont exacts. Il a certainement été renseigné aux bonnes sources. Briand était doué d'un flair exceptionnel. Il avait senti « la volonté de lâcheté » de toute une partie du pays à l'arrière et il aurait, lui aussi, désiré être l'homme de la paix. Son ambition fut toujours immense et il était ulcéré de se voir dominé par Poincaré, par Clemenceau, voire par Painlevé. Mais justement, son flair lui fit deviner tout ce que cette attitude avait de dangereux et il lâcha Caillaux au moment utile.

C'est sous le ministère Painlevé que la France fut le plus désagrégée. À ce moment, il s'en fallut de peu que nous fussions perdus. Tout s'en allait à vau-l'eau. L'armée était rongée par l'indiscipline. Nous devons réellement notre salut à deux hommes : à Poincaré qui n'a jamais désespéré et qui, à l'heure voulue, fit appel au concours d'un homme qu'il détestait, à ce Clemenceau qui était sa bête noire.

Que dirai-je de Clemenceau ? Je ne l'ai jamais abordé qu'en tremblant. Je l'ai toujours considéré, ainsi que le faisait Le Chevallier, comme un méchant. Mais, il nous fallait un

homme d'énergie farouche pour nous tirer du pétrin où nous conduisaient Caillaux et son horrible bande. Le premier geste de Clemenceau fut de mettre Malvy en accusation et d'enfermer Caillaux. J'ai déjà dit ce que je pensais de Malvy.

C'était un routier parlementaire, éminemment doué pour l'intrigue, mais c'était l'homme le moins désigné pour occuper un poste de commande pendant une tourmente pareille. Il n'avait pas mérité l'exil auquel il fut condamné ; il suffisait de l'éloigner de la politique. La lâcheté démagogique du siècle en a fait une sorte de martyr. Ce n'était qu'un partisan d'une intelligence assez médiocre.

J'avais conservé avec Caillaux des relations en apparence amicales jusqu'à l'avènement de Clemenceau. Notre situation dans la Sarthe obligeait à des ménagements. Même quand il fut arrêté, si j'ai cessé de le voir, je ne fis contre lui aucun acte d'hostilité. Ma déposition devant Bouchardon fut bienveillante. Je n'ai regretté que lorsque j'appris qu'il voulait me rendre responsable de son intimité avec Bolo. À partir de cet instant, je pris une position nettement favorable au ministère Clemenceau pour lequel j'ai toujours voté. J'ai suivi le procès de loin, évitant même, grâce à la bienveillance des avocats, de comparaître officiellement comme témoin aux débats publics. On a dit qu'il aurait mieux valu laisser juger Caillaux par le conseil de guerre qui l'eût envoyé au poteau. Cette exécution aurait été pour le pays une rude délivrance, mais vraiment Caillaux ne méritait pas la mort ; il n'avait encouru que le mépris des patriotes français. L'arrêt signé par Léon Bourgeois était un minimum de justice ; il contient toute la vérité historique. Le réquisitoire de Lescouvé fut un chef-d'œuvre.

#### Dans la Sarthe (de 1915 à 1919)

Qu'on n'attende pas de moi, dans ce manuscrit de souvenirs, des détails sur ce qui appartient à l'histoire. Il est inutile d'écrire sur la guerre, d'ajouter à l'immense documentation sur laquelle pâliront les historiens. Je n'apporte ici qu'un modeste témoignage sur ce que j'ai vu de plus près. Je puis corroborer d'autres opinions, mais je n'entends même pas essayer un résumé des événements.

Dans la Sarthe, l'union sacrée ne fut respectée qu'en apparence. Les partisans de Caillaux eurent soin d'entretenir sous les cendres la braise des vieilles querelles. Au fond, c'est Caillaux qui a tout gâché, c'est lui qui, par ambition personnelle, a maintenu une opposition sourde d'accord avec d'Estournelles qui voyait avec amertume s'écrouler son système de démagogie pacifique. Buré a écrit cette phrase décisive : « *Le paysan aura toujours horreur du sergent recruteur qui lui prend ses fils et du percepteur qui lui prend son argent* ». C'est toute la psychologie rurale. L'élite jusqu'à présent a réussi à dominer ces égoïsmes et à faire du paysan un patriote, poussé plus par une discipline, par l'autorité que par le sentiment. L'antipatriotisme des instituteurs ne s'était pas encore déployé comme nous l'avons vu depuis. La génération des primaires socialistes n'était qu'en voie de formation et les maîtres d'école ont eu une belle conduite pendant la guerre. La plupart d'entre eux ont été officiers de réserve et ont acquis l'amour de l'uniforme. Quelques-uns sont revenus ulcérés parce qu'ils n'avaient pas été traités au front avec tous les honneurs qu'ils croyaient leur être dus. Depuis la guerre, c'est ce dernier état d'esprit qui a triomphé. La plupart des maîtres sont devenus révolutionnaires et communistes. Je reviendrai plus tard là-dessus, si j'ai le temps,

car c'est une donnée importante dans notre histoire. Cette mentalité de basse démagogie rurale, Caillaux et d'Estournelles l'ont soigneusement entretenue.

En fait, la situation des radicaux était devenue mauvaise dans le département où les forces de gauche ont toujours dépassé de très peu les forces de droite. On nous reprochait de n'avoir pas prévu la guerre, de n'avoir pas donné à l'armée tout l'outillage nécessaire. C'était vrai. Caillaux, et d'autres radicaux plus honnêtes, avaient, depuis l'affaire Dreyfus, l'antimilitarisme dans le sang. Presque tous les hommes de gauche (à part les clémencistes) avaient cru à un rapprochement avec l'Allemagne. J'avais traduit avec modération ce sentiment dans ma brochure *France – Allemagne* parue en 1913 et dans mon enquête de la même année (*Les Chemins de la paix*, 1 vol, chez Perrin). Ceux qui voudront bien relire ces études verront que j'y faisais cependant des réserves qui honorent mon esprit de prévision. Ces réserves me séparaient déjà profondément du caillautisme.

Mais, fin 1914 et 1915, j'étais catalogué parmi les feudataires de Caillaux et les haines qui l'enveloppaient s'étendaient jusqu'à moi. Personne ne connaissait nos contradictions intimes et l'horreur larvée qu'il m'inspirait. Il est certain que, sans la crainte de Breteau et de Gigon, j'aurais carrément suivi le sénateur Lebert qui s'était présenté contre Caillaux à la présidence du conseil général et qui était devenu le véritable chef d'un Parti républicain indépendant de Caillaux, malgré leur rapprochement de 1919.

Je crois avoir écrit déjà que, dans mon arrondissement de Saint-Calais où nul ne prévoyait un changement dans le mode de scrutin, mes deux grands électeurs étaient les docteurs Gigon et Breteau qui me détestaient, l'un ouvertement, l'autre sournoisement. Gigon était parti au demi-front moins par patriotisme que pour éviter des embêtements municipaux. En fait, il avait très bien calculé son affaire, car il échappait à une situation difficile, celle de tous les maires qui ont été pris pendant la guerre entre leur patriotisme et leur légitime désir de popularité. Ce fut une des tragi-comédies de cette période intéressante et terrible. Le gouvernement demandait aux maires un ravitaillement intense, des économies, des renseignements exacts et les maires qui faisaient leur devoir devenaient l'exécration de leurs administrés, des femmes surtout, qui furent de rudes travailleuses mais qui exigeaient impérieusement des allocations, même quand elles étaient riches.

Nous avons vu de près toutes les rapacités paysannes s'exercer, nous avons enregistré des scandales, des achats de bestiaux effectués dans des conditions criminelles, bref, nous avons vu ce qui a été la règle dans toutes les guerres... Passons !

Le docteur Gigon évita ces responsabilités en demeurant (sans grand danger) à l'arrière du front. Il accomplit d'ailleurs sa tâche médicale avec beaucoup de soin. Il fut un excellent chirurgien. Mais il entretint, avec non moins de soin, son antimilitarisme qui trouvait dans d'Estournelles une oreille accueillante. Le sénateur d'Estournelles qui avait dû se faire tout petit, lui germanophile, au début de la guerre et qui se terra pendant la plus grande partie des hostilités, s'était rapproché de Caillaux qui le méprisait autrefois et ils avaient associé leurs mauvaises humeurs. D'Estournelles ne pardonnait pas à Clemenceau les rosseries spirituelles dont ce dernier avait accablé son imbécile et intéressé pacifisme. Le « *con de la Concorde* » lui avait tourné sur le cœur. Gigon, d'Estournelles, Caillaux et Breteau

formaient un imposant quatuor de défaitistes qui ont gâché l'excellent esprit de notre département. Gigon ne pouvait parler d'un général sans qu'une bavure de fiel ne moussât sur ses lèvres. Pour être exact, il faisait une exception en faveur de Pétain.

Le tempérament vindicatif du maire de Saint-Calais l'entraînait à prendre le contre-pied de tout ce que je faisais. Comme mon journal *L'Exportateur français* était national et patriote, Gigon devenait de plus en plus défaitiste et socialisant. C'est Breteau qui se montra vis-à-vis de moi le plus franc. Quand Caillaux fut arrêté, Breteau vint me trouver et me dit : « *Je considère que cet homme reviendra au pouvoir ; il m'a rendu service, toi aussi, mais, au cas où vous devriez vous séparer, c'est Caillaux que je suivrais. Je considère que mon intérêt est avec lui* ». Plus tard, il insista pour que je rendisse visite à Caillaux dans sa prison. Je refusai. Il m'envoya alors une lettre assez émouvante, dans laquelle il me disait en substance : « *Ajam, j'étais ton Warwick et c'est moi qui t'ai fait roi de Saint-Calais. Si tu ne demeures pas caillautiste, je te préviens que je deviens ton pire ennemi. En unissant mes efforts à ceux de Gigon, je te casserai les reins ! Je me suis donné [il aurait pu dire vendu] à Caillaux que je n'abandonnerai pas. Je serais son nouveau Ceccaldi. Réfléchis : avec nous ou contre nous !* ». À ce moment, j'eus un mouvement de colère et je répondis : « *Ma carrière politique dût-elle être brisée, je ne marcherai pas avec ce bandit !* ». Breteau devint blême et, le lendemain, il vint me rembourser les derniers dix mille francs sur une plus grosse somme que je lui avais prêtée sans intérêt. J'ai su depuis que c'était Caillaux qui lui avait donné cet argent.

Au moment où j'écris ces lignes (avril 1930), la querelle des deux grands morts, Foch et Clemenceau, éclate dans toute sa violence. On a recommencé à discuter les actes de Clemenceau. Mais je remarque que personne ne blâme son attitude vis-à-vis de J. Caillaux. Toute l'élite des patriotes français demeure dressée contre lui. Dans la Sarthe, les partisans de Caillaux se sont terrés et ont laissé passer l'orage. À mesure que Clemenceau s'élevait, Caillaux diminuait. S'il avait été fusillé, cela n'aurait étonné personne. Seulement, les catholiques et les conservateurs étaient contre lui et cela suffit à lui conserver une clientèle républicaine. Dans chaque canton, dans chaque commune, la lutte qui s'était engagée entre le maire, l'instituteur, d'une part, le curé d'autre part, était demeurée vivace. En réalité, les tranchées ont assoupi les haines (pas partout) mais à mesure que venait l'aube de la paix, ces haines ressuscitaient. Les hommes ne sont pas faits pour vivre fraternellement ; ils se divisent en clans. Le clan Caillaux avait eu une existence trop vigoureuse avant la guerre pour disparaître sans retour devant l'humiliation de son chef.

Gigon et Breteau furent les utiles agents de cette résurrection. Autrefois, ils détestaient les socialistes, mais, par esprit révolutionnaire, par haine de Clemenceau qui les avait matés, les socialistes étaient devenus les meilleurs soldats de « l'enfermé ». Au surplus, il les paya d'ingratitude. Personne ne prévoyait encore le changement de scrutin qui fut voté en 1919. Je venais souvent dans mon arrondissement, je visitais les ambulances, mais, comme je ne prenais pas encore ouvertement parti contre Caillaux, j'étais pris entre deux feux. La droite se méfiait de moi et la gauche commençait à me considérer comme un faux-frère ! Ma situation devenait de plus en plus ambiguë. Les socialistes se préparaient à me donner l'assaut ; Heuzé, surtout, (celui qui devint maire du Mans) s'agitait. Les soldats revenaient du front mécontents.

Il se formait un mauvais esprit. L'année 1918 devait être pourtant l'année de la victoire. Revenons à Paris.

### La grande année 1918

La vérité se fait jour de plus en plus sur l'action de Clemenceau. Le Parlement, ébranlé par des insuccès répétés de nos généraux, était devenu plus défaitiste que jamais. J'ai déjà noté, je crois, à l'actif de Raymond Poincaré ce que tout historien devra souligner avant de juger ce grand juriste. Il a eu le courage de désigner Georges Clemenceau alors que toute une meute hargneuse repoussait ce sauveur. Poincaré a surmonté ses répugnances personnelles. Il avait conservé de l'affection pour Malvy sans se faire d'illusions sur la moralité du personnage. Malvy, qui est très enveloppant, avait su le flatter. Aucun homme d'État n'est capable de résister aux adulations. Clemenceau lui-même, sous un aspect rugueux, a eu ses faiblesses.

Or, Poincaré devinait qu'une des premières victimes de Clemenceau serait Malvy. J'ai déjà écrit qu'on avait été trop sévère pour Malvy. Il ne méritait que les étrivières. On n'en a fait une sorte de bandit. Il ne méritait ni l'extraordinaire réhabilitation dont il a été l'objet, ni un excès d'indignité. L'histoire dira si Clemenceau n'a pas été obligé de frapper dur, à tort et à travers, dans une bande qui préparait la défaite. Mais l'arrestation de Caillaux (le 18 janvier 1918) était une chose indispensable. Sous ce rapport, mon témoignage est formel. Si le Parlement, déjà fléchissant, avait été abandonné aux intrigues de Caillaux, le pays était perdu. L'action policière de Mandel a été fort utile. Il a usé de la corruption et de la vanité pour atteindre les buts de son maître. Il a réussi.

Il y avait dans le cabinet de Clemenceau qu'un seul ministre, lui. Pams, au ministère de l'Intérieur n'était que le serviteur tremblant de Mandel. Klotz était roublard, mais ce noceur et joueur passionné n'était qu'une sorte de Malvy financier. Clemenceau, avec un dédain superbe, avait laissé Mandel choisir qui il avait voulu. Il avait besoin de médiocrités beaucoup plus que d'intelligences. Certains choix ont été renversants, ainsi celui du docteur Albert-Favre au sous-secrétariat de l'Intérieur, d'Ignace, sourd comme un pot, à la guerre. Je ne me souviens même pas des autres. Clemenceau fut bien un dictateur et c'est ce qui provoqua tout de suite la mauvaise humeur de Poincaré.

Poincaré a réuni en lui des qualités d'ordre supérieur, et il avait le droit d'être un ambitieux de grande classe. Son patriotisme ardent n'était pas de façade. C'était un vrai Lorrain. Mais il voulait surtout mettre son nom en tête d'un beau chapitre de notre histoire nationale. L'ombre de Clemenceau le gênait. Lui aussi voulait gouverner et, de fait, il a voulu souvent imposer des velléités inconstitutionnelles. Dans toutes les querelles du gouvernement intérieur, c'est Clemenceau qui a eu raison.

Le Parlement penchait vers le général Pétain, malgré son catholicisme reconnu. Joffre avait été, d'ailleurs injustement, mis à l'écart. On saura plus tard que ses successeurs ont été encore plus routiniers que lui et que, si la guerre a tant duré, c'est qu'on a eu peur des trouées sanglantes indisposant le Parlement. On a laissé grignoter nos forces. Mais, passons là-dessus ! Je ne veux pas faire ici de la stratégie rétrospective. Admirable chef, sauveur de

Verdun, Pétain était troublé par les succès allemands, écœuré des lâchages alliés, de la couardise parlementaire; il ne croyait plus à la victoire. L'immense mérite de Clemenceau est d'avoir choisi Foch parce que ce dernier avait la foi. Pétain, trop intelligent, ressassait le pour et le contre. Foch, Mangin, Mordacq serraient les dents, fermaient les yeux et poussaient de l'avant. Quand, en mars 1918, les anglo-américains consentirent à prendre Foch comme généralissime, ce fut un soulagement ! On ne peut pas s'imaginer à quel point souffrit l'orgueil anglais. C'est à Clemenceau que Foch dut cette nomination. On ne conçoit pas comment ce grand militaire, au regard si franc, a pu, dans la suite, attribuer à Lloyd George sa désignation. C'est une aberration de l'esprit et du cœur !

Les hommes sont des hommes et les meilleurs sont corrompus par l'orgueil. La victoire a fait de Foch un personnage si élevé que sa tête s'est perdue dans les nuages. Il a voulu faire mieux que Napoléon. N'ayant ni l'étoffe d'un dictateur politique, ni la possibilité de cette dictature, il a voulu obliquement imposer à Clemenceau des vues fausses, notamment en ce qui touche l'occupation de la Rhénanie. Tous ceux qui n'ont pas vécu ces jours douloureux de 1918 sont incapables de se figurer les angoisses qui nous ont torturé le cœur. La Russie nous avait abandonné. Lénine était rentré à Saint-Pétersbourg dans le wagon fourni par Ludendorff. Les Allemands, sentant la partie perdue, avaient décidé que le monde entier devait s'écrouler avec eux ! Peut-être n'avaient-ils pas mesuré la portée de cette politique du pire qui a coûté à l'Allemagne tant de deuils de guerre civile. Mais, enfin, le coup a failli réussir. La honteuse paix de Brest-Litovsk leur permit de ramener dans notre nord-est des corps d'armée aguerris. Ah ! Nous avons senti le vent de la défaite soufflant sur des parlementaires aveulés !

Maintenant que nous sommes déjà, onze ans après, dans le recul de l'histoire, nous voyons que la défaite russe nous a concilié des sympathies utiles dans l'Europe centrale, qu'elle nous a procuré l'amitié polonaise, qu'elle a permis une nouvelle conception de l'ordre européen. Mais, à ce moment, quelle désillusion ! Quel découragement ! Pendant les six premiers mois de l'année 1918, Paris a été bombardé et on ne pouvait sortir sans avoir crainte d'être mis en miettes. D'abord les avions, ensuite ce terrible canon à longue portée dont le mystère n'est pas encore très éclairci. Ma femme dut de nouveau quitter Paris avec ce que nous avions de plus précieux comme mobilier. Un dimanche, en allant déjeuner chez des amis sur la rive droite, trois obus éclatèrent sur notre passage, l'un en face les Invalides, et deux autres près des Tuileries. Je ne parle pas de la catastrophe de Saint-Gervais, elle est trop connue. Vers la même époque, une dizaine de spectateurs sortant à minuit du théâtre de l'Odéon, ont été pulvérisés rue de Tournon.

Il fallait voir les couloirs du Palais-Bourbon le jour où la grosse Bertha commença ses ravages. Un général d'artillerie affirmait que c'était un avion invisible, il disait qu'on ne pouvait pas tirer au-delà de 30 kilomètres ! Tout le monde était effaré. Le lendemain, les Parisiens y faisaient à peine attention. Je suis descendu cinq à six fois dans la cave avec ma femme et ma domestique. Nous y avons rencontré d'autres locataires qui étaient des gens charmants. Une cave vide est devenue un salon. C'était presque amusant. Mais quand une bombe d'avion tombait sur une maison, elle était démolie jusqu'à la cave. C'est ce qui s'est produit rue Geoffroy Marie. Les Allemands ont avoué depuis que leur ligne de tir était assez

incertaine; on croyait qu'ils visaient les gares. En réalité, ils tiraient au jugé, et c'est par hasard que notre quartier Montparnasse a particulièrement souffert. Un mardi 2 juillet, ma sténographe, M<sup>lle</sup> Mareschal, une charmante jeune fille de 20 ans, fort intelligente et qui avait été ma collaboratrice à *L'Exportateur*, vint pour la dictée de mon courrier, vers huit heures du matin. Nous sortîmes vers neuf heures. Au moment où nous arrivions au deuxième étage (j'habitais le troisième), je m'aperçus qu'elle avait oublié des documents. Elle remonta et je la suivis pour lui ouvrir la porte. Elle pénétra dans l'appartement et à ce moment une effroyable détonation retentit. Si nous étions descendus au rez-de-chaussée, nous étions broyés. La bombe avait éclaté juste au milieu du carrefour où se joignent le boulevard de Vaugirard, le boulevard Pasteur et la rue de l'Armorique. La porte de notre maison était criblée de balles et d'éclats, le marronnier qui était planté en face la porte était coupé, le marchand de vin du rez-de-chaussée avait vu ses tables et son comptoir balayés. Heureusement, il était à l'entresol. Une femme fut tuée dans sa salle à manger au premier étage de la maison d'à côté. Deux enfants avaient été tués sur le terre-plein du boulevard, une boutiquière en face gravement blessée. Je courus à mon bureau, j'ouvris la fenêtre; l'air était empesté par un gros nuage de fumée noire. L'entablement d'un de mes balcons était emporté. C'est par miracle que nous n'avons pas été tués. Il faut croire à l'heure du destin.

La plus grosse émotion parlementaire se produisit vers le 25 mai. Foch commit une lourde faute. Il s'entêtait, malgré des renseignements reçus, à garnir la Flandre de ses meilleures divisions parce que, selon lui, les Allemands devaient tenter de ce côté une grosse attaque. Il considérait la fameuse ligne du Chemin-des-Dames comme infranchissable ! Or, en réalité, Ludendorff préparait la percée du Chemin-des-Dames et une gigantesque attaque contre Amiens et Paris. La défaite fut épouvantable ! Paris fut sérieusement menacé. Clemenceau, furieux à l'égard de Foch, eut cependant le courage habile de le couvrir. On ne pouvait pas limoger un homme dont les Anglais avaient reconnu la supériorité. Je ne peux encore aujourd'hui songer sans émotion à cette séance du comité secret où fut dévoilée cette faiblesse de notre état-major. La cause de Foch était perdue d'avance. Clemenceau monta à la tribune au milieu d'un silence angoissant. Tous les défaitistes étaient là, guettant leur proie. Ah ! L'horrible Paul Meunier, député de l'Aube, l'amant de la Bemain de Ravié, vendu aux Allemands, avec son sale journal *La Vérité* !!!

Je vois encore le grand homme d'État, les mains perpétuellement gantées de gris, (il dissimulait ainsi un eczéma dont il ne put jamais se débarrasser) montant lentement les marches de la tribune, sans dossier. Je l'entends martelant ses paroles: « *Si Foch part, je partirai avec lui !* ». Et pourtant, il savait tout ! Foch craignait le conseil de guerre. Nous avons donné à Clemenceau 400 voix de majorité. Il semble que, dans les cas difficiles, l'esprit national reprenne toujours le dessus. Les Gaulois n'ont guère changé de caractère depuis César. *Gens causidica... sed fortis*. Nous avons certainement passé, nous les civils, les trois mois les plus durs de la guerre. Je me demandais avec une colère concentrée si mon fils, martyr, se serait fait tuer en vain. Il me semblait que c'était le voir mourir deux fois. Nous nous accrochions à Clemenceau et à Poincaré comme des noyés à des bouées de sauvetage durant une horrible tempête. Je vivais séparé de ma femme et j'allais au Mans tous les dimanches. Je vivais dans un cauchemar. Le parlement semblait un amas de bêtes apeurées.

On sentait qu'une défaite entraînerait la révolution. De certains endroits, on entendait le canon du front.

C'est après le 14 juillet que commença le retournement moral. Ce jour-là, j'étais au Palais-Bourbon et je rencontrais à la buvette Gaston Dumesnil, député d'Angers, un brave garçon qui était mon adversaire avant la guerre et qui était devenu mon ami. Celui-là ne s'était pas embusqué ! Comme je lui racontais mon histoire de l'obus du boulevard Pasteur, il me dit (je crois qu'il était alors à l'état-major du général Degoutte) : « *Attendez encore quelques jours et vous allez voir du nouveau. Les Allemands sont aux abois et nous allons déclencher de superbes attaques* ». Hélas ! L'excellent homme devait être écrasé dès la première bataille par un éclatement d'obus.

Mais il avait dit la vérité. Malgré nos deuils, depuis le 18 juillet jusqu'au 10 novembre, ce fut un enchantement. Nos armées n'ont fait que d'entasser des prisonniers, des drapeaux et des canons. La France sanglante a eu un frémissement de joie. Plus de défaitistes ! Tout le monde était à genoux devant Clemenceau et Foch. Qui aurait pu dire qu'un jour viendrait où le bandit Caillaux, alors suant de peur dans une cellule de la Santé, Caillaux qui redoutait le poteau de Vincennes, qui aurait pu dire que cet homme redeviendrait le maître du pays ! Quand je songe à cela, j'ai une envie physique de vomir, une envie réelle, cela me rend malade et me fait désespérer de tout ! Avoir vu ce que nous avons vu, avoir souffert ce que nous avons souffert et penser que, quelques années après, ces mêmes hommes qui auraient vendu leur pays pour assouvir leur ambition, reviendraient au pinacle ! Penser que les Parisiens si patriotes acclameraient un jour d'avril 1930, le zeppelin allemand se promenant orgueilleusement au-dessus de leur cité ! Ah ! Georges Clemenceau, que tu as été heureux de mourir avant d'avoir contemplé cette ignominie ! À quoi bon maintenant décrire l'enthousiasme de l'armistice ? Nos héritiers trouveront partout des détails.

La guerre est terminée. Pleurons nos morts et rentrons dans l'action.

#### Entre deux politiques 1918-1919

Mes souvenirs de jeunesse, par un phénomène connu, m'apparaissent quelquefois plus précis que mes impressions d'âge mur et de vieillesse. Ainsi, déjà, j'aperçois des trous dans ma mémoire, surtout en ce qui touche les années qui ont suivi la guerre. Au point de vue politique, l'année qui s'est écoulée avant les élections du 16 novembre 1919 a été pleine de troubles et de confusion. La guerre a été une cause d'immoralité générale, elle a déterminé des maladies sociales dont, douze ans après, nous ne sommes pas encore guéris. Les parlementaires n'ont pas voulu comprendre qu'il y avait un abîme entre l'avant-guerre et l'après-guerre. Toutes les petites saletés de couloirs ont recommencé immédiatement. Mais Clemenceau avait conquis dans le pays un prestige si éminent qu'on ne pouvait guère le contrecarrer.

Les nationalistes avaient formé de grandes espérances ; il voulait déchiquter l'Allemagne, rendre la vie politique aux 25 états dont les souverains venaient d'être chassés, annexer la Rhénanie. Cette annexion de la Rhénanie, avec la transition d'une autonomie, était le rêve de Poincaré, de Foch et de Mangin. C'était aussi l'idéal de Clemenceau et de son

admirable collaborateur André Tardieu. J'ai pu analyser leurs efforts, puisque j'ai été nommé membre de la commission du traité de paix et que j'ai suivi au parlement les intrigues, les criaileries, les fourberies, les émotions de l'opposition. Les socialistes vivaient cloisonnés dans leur mauvaise humeur. Les radicaux faisaient contre mauvaise fortune bon cœur et la plupart songeaient à laisser leur candidature de 1919 sous l'égide de Clemenceau qui disposait des fonds nécessaires soit par son collecteur Mandel, soit par l'organisation savante d'Ernest Billiet. Je reviendrai tout à l'heure et sur Tardieu et sur Billiet.

Quelques mots seulement sur cette politique générale dont les récentes mémoires de Clemenceau ont donné une appréciation fort exacte. Les prétentions nationalistes de la France se sont heurtées à la volonté très arrêtée du gouvernement anglais qui a toujours eu peur d'une prépondérance européenne de la France et qui s'est violemment opposée à toute espèce de mesure rigoureuse contre l'Allemagne. Quant à l'Amérique, elle n'était guère mieux disposée pour nous. Son président Wilson était un idéaliste qui ne connaissait rien à la situation européenne. Il nous avait promis une alliance militaire dont son Sénat n'a pas voulu. On a parlé d'une sorte d'escroquerie, car Clemenceau n'avait renoncé aux bords du Rhin que sous la promesse du pacte de garantie... N'insistons pas trop ! Nous ne pouvions rien faire de mieux que ce qui a été fait. Dévoués à notre cause pendant la bataille, nos amis sont devenus méfiants, durant la paix, de l'esprit impérialiste de la France. On nous a traités comme des enfants indisciplinés qu'il fallait brider. Toute résistance de notre part n'aurait abouti qu'à nous isoler et à procurer aux Allemands des sympathies mondiales. Le traité a été aussi parfait et aussi complet qu'il pouvait l'être. Tranchons la question: Poincaré et Foch ont gêné Clemenceau, ils n'ont abouti à aucun résultat, ils ont excité la mauvaise humeur d'une grande partie des Français, ils ont donné un regain de croissance à l'antimilitarisme, ils ont aidé à la légende d'une France guerrière et agressive ! Depuis 12 ans, c'est la stature de Clemenceau qui a grandi devant l'Histoire. Je ne me livrerai pas à davantage de considérations diplomatiques, de bons témoins n'ont déjà que trop écrit là-dessus.

André Tardieu a été le grand négociateur. Je le connaissais depuis sa jeunesse et j'avais dîné bien des fois à côté de lui chez le baron Cerise qui l'aimait beaucoup et avait entrevu ses immenses mérites. Un soir, Tardieu me confiait qu'il avait en 24 heures, écrit 17 articles dont deux en anglais et que, pour se reposer, il avait été, en taxi, jusqu'à Deauville pour prendre un peu l'air marin. Parti de la rue des Italiens à minuit, il était de retour à Paris à sept heures du matin. Malgré cette vie infernale, il est parvenu à la cinquantaine avec un estomac et des reins bien conservés ! Et pourtant, il a usé et abusé de tout, des dîners, des vins et des jolies femmes ! Il avait été l'as du lycée Condorcet au moment où de Jouvenel et de Monzie triomphaient à Stanislas. Il s'était préparé spécialement à la diplomatie, en passant par l'École normale supérieure. Ah ! Le bel échantillon d'une grande famille bourgeoise ! Qu'on est fier d'être français quand on peut opposer un tel type à l'intelligent mais astucieux et fourbe Léon Blum. Ah ! Oui ! Il y a des races ! J'étais membre de la commission du budget lorsque Tardieu, compromis dans l'affaire de la Ngoko-Sangha vint la plaider devant moi. Ah ! Quel admirable débateur ! Les nombreux avocats qui faisaient alors partie de la commission étaient stupéfiés d'un pareil talent ! Quelle clarté dans l'exposition ! Quel esprit ! Quel style ! Personne ne prévoyait alors l'entrée de Tardieu au Parlement. Je dis à l'un de mes collègues,

Landry, je crois : « *Mais c'est un futur ministre des affaires étrangères !* ». Landry me répondit : « *Oui, mais il faut d'abord trouver une circonscription !* ». C'était le département de Seine-et-Oise qui devait, en 1919, nous envoyer au Palais-Bourbon cet oiseau rare. Et dire que les électeurs l'abandonnèrent un instant ! C'est à désespérer du suffrage universel ! Honneur aux Belfortains qui réparèrent cette erreur absurde ! Le Parti radical a laissé échapper ce chef merveilleux ! Tas d'idiots ! De jaloux ! De présomptueux !

Billiet qui était le bras droit de Mandel en 1919, a été l'une des créatures du Baron Cerise qui avait deviné ses grandes qualités. Il fut d'abord frère ignorantin, puis petit employé d'assurances à la compagnie L'Union. Le baron Cerise, qui dirigeait cette compagnie, l'employa à des tâches politiques. Le baron Cerise, effrayé de la politique étatiste et voyant les assurances à la veille d'être monopolisées, fonda une ligue de résistance entre toutes les entreprises que menaçait le socialisme. Ce fut l'Union des intérêts économiques dont les bureaux furent placés 16, place de la Madeleine. On commença, dès 1910, à ramasser de l'argent pour soutenir les candidats antiétatiques, quelque fût leur parti. Ernest Billiet excella dans ces fonctions de démarcheur. Des sommes importantes furent réunies chez les armateurs, les compagnies minières, métallurgiques, pétrolières etc. La grande idée de Billiet était d'éviter la dispersion des ressources quemandées par les candidats et d'obtenir des engagements de ces candidats sur un programme. Son tort fut de rendre cette organisation officielle et bureaucratique. Il compromit ainsi ses donateurs et les exposa à de cruelles vengeances. Il avait tracé sur un mur un grand pavoi blanc, bien en vue et il permit ainsi à ses ennemis de mieux viser.

Je crois avoir écrit déjà qu'au moment où Clemenceau fit préparer par Mandel les élections de 1919, après le vote inattendu du scrutin de liste avec représentation proportionnelle, Gaston Galpin m'avait proposé de faire une liste clémenciste commune. À ce moment, Mandel me fit demander et je lui ai expliqué les raisons pour lesquelles j'estimais dangereux de m'unir avec les conservateurs. J'ai à me reprocher ici l'un des actes les plus stupides de ma vie. Je m'étais un peu grisé de la situation pourtant si modeste à laquelle j'étais parvenu et à la Chambre et dans mon département. J'avais laissé, au conseil général, la première place au sénateur Lebert, mais, en réalité, je savais bien que, pour le grand public, j'étais devenu, depuis l'emprisonnement de Caillaux, le chef de la politique républicaine dans le département. Les docteurs Gigon et Breteau n'osaient me combattre que sourdement. Tous savaient que la liste radicale de novembre 1918 serait constituée par mes soins. La proportionnelle était considérée par les électeurs ruraux comme une catastrophe, et, bien qu'elle eût été provoquée par les socialistes, on la considérait comme une machine de guerre de la réaction. Les paysans voulaient connaître leur député et lui taper sur le ventre ! Ignorant tout des répercussions possibles de la réforme, les comités, très anémiés par défaut d'exercice, m'accordaient une extrême confiance. Les francs-maçons, connaissant mon anticléricalisme, étaient loin de m'être hostile. Au fond, ils n'aimaient pas Caillaux, élève des jésuites et aristocrate. C'est avec moi que les conservateurs avaient tenté de traiter, c'est vers moi que les futurs candidats dirigeaient leurs regards. Parmi ces futurs candidats, l'un me travaillait depuis fort longtemps, c'était Jean Montigny, le fils de notre ancien préfet. N'ai-je pas dit déjà qu'encore adolescent, avant la guerre, il s'était glissé dans ma familiarité ? Il s'était fait aimer

de moi et de mon fils dont il était devenu le camarade. Ils jouaient au tennis, courtoisaient les filles, faisaient ensemble leurs petites farces. Sans être un prodige, Jean Montigny était intelligent et il avait l'amour de la politique. Il avait de bonne heure appris l'intrigue dans le cabinet de son père. N'était-il pas fils et petit-fils de préfets ? Son grand-père Pabot-Chatelard, avait été préfet de Périgueux et, avant de venir me tâter pour la Sarthe, Montigny avait cherché à circonvenir le père Saumande, député de la Dordogne et questeur de la Chambre. Plus avisé que moi, le père Saumande l'avait envoyé promener.

Parti comme sous-officier du 31<sup>e</sup> d'artillerie, en même temps que mon fils, Montigny sut manœuvrer auprès des chefs, il usa de fortes relations et sut se garer du danger. Il trouva le moyen de ne jamais combattre et de se faire décerner des citations élogieuses. Il a surtout servi comme avocat devant le conseil de guerre de Chalon-sur-Saône ! Il m'avait demandé de le protéger pour entrer à Fontainebleau, car il était mal préparé et travaillait peu. Après un ou deux échecs, il renonça à l'école, ce qui ne l'empêcha pas d'être promu sous-lieutenant. Il savait cultiver le passe-droit. Les faits ont révélé que c'était un intrigant de la pire espèce.

Dès 1918, il venait presque chaque semaine me voir au bureau de mon journal *L'Exportateur français*. Il se donnait comme clémenciste, comme détestant Caillaux et d'Estournelles de Constant. Il se glorifiait de mon patronage et me suppliait de l'introduire dans la Sarthe, en jurant que ma politique n'aurait pas de meilleur soutien que lui. J'appris plus tard qu'il allait faire les mêmes visites à d'Estournelles et à Caillaux et que ces derniers l'avaient déjà choisi comme leur instrument. Montigny avait trouvé le moyen de jouer sur deux tableaux. Je me laissais bêtement prendre au piège et je le recommandais de mon mieux à mes amis des comités. Je me félicitais de me préparer ainsi un successeur, puisque mon gendre ne voulait pas faire de politique. J'avais rendu de gros services à la famille Montigny et j'escomptais sa reconnaissance ! Lorsque Ribot prit possession du ministère des finances en septembre 1914, il trouva Montigny père installé comme directeur du personnel, poste de choix. Comme Maurice Montigny avait la réputation d'être une créature de Caillaux, Ribot voulu le mettre à la retraite. J'intervins et fus assez heureux pour empêcher cette exécution. Montigny fut envoyé comme trésorier général à Rennes et, peu de temps après, je le fis nommer par Paul Doumer régent de la Banque de France, ce qui lui permit d'entrer dans plusieurs conseils d'administration. Sous le bloc national, je le fis aussi nommer officier de la Légion d'honneur. Tout cela n'empêcha pas son fils de se conduire vis-à-vis de moi comme un judas. Il est vrai qu'il se fit payer beaucoup plus de trente deniers !

Avec le concours de mon gendre Bouvier, du préfet Camille Blet qui était un brave homme et de courtes vues, de Bouffard, sous-préfet de Mamers, de Maurice Cacaud, ex conseiller général de Vibraye que j'avais fait nommer directeur de l'asile départemental de Clermont (Oise), du maire du Mans, mon ami politique, M. Buon, homme intelligent et de bon conseil, je m'efforçais d'empêcher l'œuvre de désorganisation commencée par Caillaux et d'Estournelles, aidés de Gigon et de Breteau, sans parler du nommé George Dalmagne, obscur marchand de pommes de terre, mon ami d'enfance, sur lequel il me faudra revenir tout à l'heure, car cet escogriffe devint un de mes plus dangereux ennemis, à raison de son influence sur la classe rurale.

Il fut convenu que nous attendrions le mois d'octobre pour réunir au Mans un congrès des comités républicains et je choisis comme secrétaire un jeune étudiant en droit, qui était secrétaire de mon gendre Bouvier et en qui j'avais une entière confiance, Félix Geneslay.

Geneslay était le beau-fils d'un agent d'affaires de quatrième catégorie qui exerçait assez peu honorablement au Mans (il s'appelait Laillier). Geneslay qui avait l'air d'un petit bonhomme souffreteux, humble, doux, était intelligent et dissimulait sous son aspect tuberculeux une jeune ambition toute balzacienne. Mon gendre l'appréciait parce qu'il faisait, comme lui, de la littérature. Ils avaient même composé en collaboration un sketch. Dès que Geneslay eût obtenu son diplôme d'avocat, Bouvier le prit comme secrétaire. Geneslay lui rendit des services, mais sitôt qu'il put voler de ses propres ailes, il vola... la clientèle de son patron ou tout au moins ce qu'il pût de cette clientèle.

Je n'ai jamais eu de chance avec les jeunes gens que j'ai poussés, mais je crois bien que c'est une loi de nature. Les vieux qui se méfient n'empêchent pas d'ailleurs les remplaçants de leur grimper sur le dos. J'ai débrouillé Vaudecrane et Montigny. J'ai aidé Geneslay. Mais, pour arriver plus vite, mes trois « poulains » m'auraient volontiers livré à tous les supplices chinois. La reconnaissance humaine ! Il faut rayer cela de ses papiers ! Les hommes ne vous sont reconnaissants que du service que vous leur rendrez demain. Malgré cela, les plus malins seront pris dans le traquenard de la flatterie. Oui, c'est une loi de nature !

Ces mémoires ayant surtout pour but de fixer l'histoire, la petite histoire, d'une région française, on ne s'étonnera pas que j'insiste sur l'analogie de certains personnages de troisième plan qui ont vécu dans l'entourage de Caillaux. Il y a des lieutenants de Mandrin qui furent aussi intéressants que leur chef. C'est une contribution d'ordre psychologique que j'apporte ici.

Georges Dalmagne m'a donné plus d'ennuis que Geneslay. Après tout, Geneslay n'avait jamais été mon ami; aucun lien sentimental ne nous attachait. Dalmagne avait été mon voisin de lit au dortoir pendant que j'étais interne au lycée du Mans. Nous nous étions peu quittés. Il était assez fort en mathématiques pour espérer entrer à Polytechnique, au moins dans les derniers. Il eut fait un bien médiocre officier d'artillerie. Il fut forcé d'abandonner ses études parce que son père, marchand de primeurs au Lude, fit faillite. Dalmagne, qui ne manquait pas d'esprit commercial, releva l'affaire et la rendit prospère. Sa vie fut gâchée parce qu'il épousa une midinette sans intelligence ni instruction. Il l'épousa moitié par honnêteté, parce qu'il lui avait fait un enfant, moitié par ce qu'il eut peur d'un scandale. J'ai connu dans ma vie bien des hommes-boucs, mais celui-là les dépassait tous. Un vrai étalon de haras ! Tout lui était bon, mais il exerça surtout des ravages parmi les cuisinières. Il avait, comme notre ami Breteau, un goût naturel pour le torchon. Sa dernière maîtresse connue (l'histoire date de quelques mois) était la femme d'un garde-barrière. De son ménage, Dalmagne eut trois filles et un garçon. Notre amitié ayant persisté et s'étant augmentée chez lui, le jour où, devenu parlementaire, je pus lui rendre quelques services, ayant aussi des amis communs, des intimités furent créées entre mes enfants et les siens. Sa fille aînée, Louise, fille charmante au surplus, était du même âge que mon fils Pierre. Ils n'avaient pas seize ans qu'ils se fiancèrent à notre insu. Nous finîmes par connaître ce jeune amour et en bons amis, nous

l'encourageâmes. Notre liaison se resserra et nous passions tous nos dimanches l'un chez l'autre. La confiance de mon « vieil ami » était tellement grande qu'en 1910, il me remit sa fille pendant un mois pour un voyage que nous fîmes avec mon fils en Savoie.

À ce moment, Dalmagne qui était gros propriétaire, anticlérical, bourgeois conservateur, détestait Caillaux que je défendais. Mais, au fond, mon vieil ami me jalousait. Lui aussi voulait faire de la politique, mais il ne réussissait pas. Maire de la petite commune de la Chapelle-Saint-Aubin, près du Mans, il n'y était pas aimé et il échoua deux fois au conseil d'arrondissement. C'était un maladroit, bon garçon, mais par trop braillard. Ses qualités oratoires étaient nulles, aussi nulles que ses connaissances économiques.

Pendant la guerre, il tripota sur marchandises. Tous ces mercantis ont gagné beaucoup d'argent. D'aisé, Dalmagne devint riche. Il fut fortement soupçonné d'avoir trafiqué avec les Allemands par la Suisse, il fut même question de poursuites correctionnelles. Dalmagne avait pris comme associé un type singulier qui fréquentait les milieux socialistes. Il trouva habile de devenir un homme de gauche afin d'éviter des attaques du journal socialiste qu'il subventionna. C'est une politique que pratiquèrent d'autres plus huppés que lui. Comme les socialistes défendaient Caillaux, il devint caillautiste et se rapprocha étroitement du docteur Breteau. Si bien qu'en 1919, Dalmagne devenu président du comité radical du Mans se déclara adversaire de ma politique clémenciste et se joignit à mes pires ennemis. Je l'avais connu dans toute notre jeunesse comme bonapartiste et réactionnaire : il se classa parmi les rouges.

Il exerçait ainsi contre moi une certaine rancune. J'avais, dans un moment d'indignation, signalé au général commandant le IV<sup>e</sup> corps la conduite incroyable d'un gendre de Dalmagne, le sieur Lucas qui avait feint une maladie pour s'embusquer loin du front et qui continuait un commerce prospère pendant que ses camarades se faisaient tuer. J'aurais peut-être mieux fait de me taire, mais mon fils venait de mourir au champ d'honneur et je savais que Lucas avait dit : « *Il faut être un imbécile pour se faire tuer !* ». Dalmagne sut que j'avais provoqué une enquête sur le cas de son gendre et il ne me le pardonna jamais.

Le complot formé par la vieille garde de Caillaux sous la conduite de d'Estournelles, se résumait à ceci : « *Obliger Ajam à prendre, bon gré mal gré, Caillaux sur sa liste; donner toutes les voix Caillaux et rayer Ajam afin que Caillaux, bénéficiant du quotient, fut seul élu !* ». On espérait qu'une fois Caillaux élu, le Sénat ne saurait pas le condamner. C'était, ma foi, très habile et il s'en fallut de peu que le coup ne réussît ! Ce fut Mandel qui m'avertit et qui me convoqua au cabinet de Clemenceau. J'ai déjà noté ailleurs le dernier effort que fit Breteau pour me mettre dans le jeu de Caillaux. Ceci se passa au mois de septembre 1919 au comice agricole de Lavaré. Cacaud était président de ce comice et j'étais le seul parlementaire invité. Le docteur Breteau vint nous trouver dans un petit café et il me dit : « *Voyons ! Ne t'entête pas ! Tu suis un mauvais chemin, tu marches avec les réactionnaires. Je sais que tes moyens ne te permettent pas de faire face aux frais d'une élection qui peuvent atteindre une centaine de mille francs. Les voici les cent mille francs dans ce portefeuille. Fais ta liste avec nous, tu n'auras rien à craindre !* ». Je répondis sans brusquerie mais avec fermeté : « *Impossible !* ». Je vis luire la colère dans l'œil de Breteau. Il avait évidemment promis à

Caillaux qu'il m'aurait facilement. Hélas ! Pendant vingt ans, je lui avais cédé. J'eus le sentiment de ma mort politique, mais réellement je ne pouvais pas me ranger à côté de ces bandits.

La semaine suivante, Clemenceau me recevait, toujours narquois : « *Hé ! Hé !* me dit-il, *on me dit, Ajam, que je dois me défier de vous et que vous êtes un caillautiste honteux !* ». Et, comme je protestais : « *Allons ! Je donne à Mandel tous pouvoirs pour arranger cette affaire. Il n'y a pas intérêt à ce que vous marchiez avec les jésuites. Faites votre liste. On vous soutiendra. Que dites-vous de votre préfet ?* ». « *Il n'est pas très fort, mon cher Président ! Il sera suffisant, d'abord, je n'en ai pas d'autre sous la main.* » Je serrai la main gantée. Le lendemain, Billiet mettait à ma disposition 25.000 francs.

J'engageai définitivement Geneslay et nous établîmes une permanence dans une petite salle de la Caisse d'épargne, boulevard René Levasseur. Une réunion des comités fut provoquée à la salle des concerts. Cette réunion fut hétéroclite. Y vint qui voulait, sans pouvoirs. Breteau et Gigon amenèrent leurs troupes fort disciplinées et, comme toujours, mes amis modérés s'abstinrent. C'est alors que me fût révélé le jeu de Montigny. Au premier scrutin, il obtenait la majorité des voix, je ne venais que beaucoup après, Caillaux loin derrière en troisième. Ensuite, les voix se dispersaient sur Cacaud, un ancien notaire Souchard, et le docteur Breteau.

Je montai à la tribune pour déclarer que je me retirerais si Caillaux était imposé comme candidat. Montigny fit la même déclaration. Le docteur Cacaud et Souchard se rallièrent à ma thèse. La majorité de la réunion était évidemment de mon avis. Breteau m'insulta grossièrement mais d'Estournelles demanda la permission de consulter Caillaux. Il simula un voyage à Paris et il admit que le congrès avait donné pleins pouvoirs aux colistiers Ajam, Montigny, Cacaud et Souchard pour remplacer Caillaux. Le lendemain, on nous fit savoir que Caillaux renonçait. Le comité de Mamers nous demanda de prendre l'ancien sous-préfet de Mamers, André Bouffard.

Bouffard était un garçon fin et sympathique. Fils d'un conseiller à la cour d'appel de Bordeaux, il était entré dans l'administration préfectorale et avait montré l'étoffe d'un grand préfet. Parlant bien, souple, beau garçon (il ressemblait d'une manière frappante à Sacha Guitry), il avait tout pour réussir. Son attitude à Mamers avait été parfaite. Il prévoyait la politique nationale et avait donné sa démission à temps pour être candidat sur ma liste.

Bien que Montigny eût obtenu la plus grande majorité des suffrages au congrès, mes colistiers n'hésitèrent pas une minute à me choisir comme chef de liste. J'étais le seul député sortant et, de plus, j'étais le seul à procurer de l'argent. J'avais déjà reçu 25.000 francs de l'Union des intérêts économiques. Clemenceau nous fit remettre par le préfet 20.000 francs. Pour le reste, je vendis environ 35.000 francs de titres que j'avais en dépôt au Crédit lyonnais. Les frais généraux de l'élection montèrent à environ 90.000 francs, sur lesquels Montigny, Souchard et Bouffard me remirent chacun 2000 francs. Quant à Cacaud qui n'avait pas le sou, il ne me rendit jamais rien du tout. Par-dessus le marché, il devint l'amant de la petite dactylographe qui collaborait avec Geneslay. Ce fut le seul qui se conduisit mal durant la période.

Les républicains nationaux firent une liste composée de M. Gaston Galpin, Leret d'Aubigny, le comte de Rougé, Ernest Fouché et Toudeur. Ce Toudeur qui avait une propriété dans le canton de Saint-Calais était fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères. Il ne manquait pas de talent, mais il était complètement inconnu. Les socialistes présentèrent Olivier Heuzé, mon adversaire de toujours, un cheminot révoqué nommé Henri Barbin, Loiseau, un pharmacien qui fut depuis maire de Sablé, et deux comparses dont les noms m'échappent.

À vrai dire, la lutte ne fut pas très dure entre Galpin et moi. Comme nous avions, pendant toute la durée de la guerre, voté patriotiquement ensemble, comme la liste Galpin se présentait également comme clémenciste, nous évitions de nous rencontrer. Les socialistes étaient plus ardents et ils étaient visiblement soutenus par les radicaux amis de Caillaux. Heuzé me reprochait sans cesse d'avoir abandonné Caillaux dont le défaitisme constituait une recommandation aux yeux des internationalistes.

Notre campagne dura environ 60 jours et elle fut assez amusante. Nous déjeunions fort bien dans les auberges de campagne et, sauf à la Ferté-Bernard et au Mans, nous fûmes partout reçus avec beaucoup de sympathie. Je sentais que notre partie était difficile. Les conservateurs avaient gagné du terrain pendant la guerre; ils étaient devenus ministériels et l'on reprochait aux radicaux de n'avoir pas suffisamment préparé la guerre, donc de l'avoir prolongée, ce qui était parfaitement exact.

Gigon, Breteau, Dalmagne et beaucoup d'autre caillautistes, nous combattaient, surtout moi, ostensiblement. Gigon refusa de présider notre réunion à Saint-Calais ; Breteau en fit de même à Bouloire et Dalmagne au Mans. Le mot d'ordre donné dans les comités était de s'abstenir ou de ne voter que pour Montigny, ce qui fut fait en beaucoup d'endroits.

Malgré la gaieté de notre campagne, je n'étais pas du tout rassuré. Ce pauvre Souchard, qui parlait mal, jouait dans notre troupe le rôle de grotesque. Montigny parlait bien mais il avait des écarts de langage stupide. Il se déclarait antimilitariste et disait qu'à l'armistice, son uniforme d'officier lui brûlait la peau ! J'étais souvent obligé de le rabrouer. Cacaud parlait bien mais il se gargarisait trop de son éloquence. C'était André Bouffard qui était le meilleur ; il ne prenait pas l'affaire au sérieux et il obtenait parfois le plus gros succès. Un jour qu'il parlait avant Souchard, il récita mot pour mot l'improvisation que ce dernier avait laborieusement préparée: « *Enfant de ce pays, issu d'une famille pauvre etc.* ». C'était à se tordre de rire ! Il fallait voir la figure de ce pauvre Souchard !

À mesure qu'approchait la date fatale du 16 novembre, j'étais convaincu de plus en plus d'un échec. Je faisais contre mauvaise fortune bon cœur pour ne pas décourager mes compagnons de lutte. Notre réunion dernière au Mans fut lamentable; à Pontlièvre, nous fûmes bousculés par les socialistes. Le préfet se moquait de tout, car il considérait l'élection des conservateurs comme un succès pour son gouvernement. J'étais tellement convaincu d'un échec que, pour ne pas assister au triomphe de mes ennemis, je quittais Le Mans, le 16 novembre, à trois heures de l'après-midi. J'étais convaincu que la liste Galpin aurait une majorité absolue. Hélas ! J'étais bien près de la vérité ! Comme toujours, mes colistiers étaient demeurés à la préfecture pour y attendre le résultat des élections.

À 10 heures du soir, on apprit que j'étais battu dans l'arrondissement de Saint-Calais (mon propre arrondissement) et que Montigny, venant en tête, avait seul quelque chance d'obtenir le quotient. Mais, à minuit, la situation se retournait en ma faveur et, endormi paisiblement dans mon lit, j'apprenais, à deux heures du matin, par un coup de téléphone du préfet Blet, que j'étais seul élu de ma liste au quotient. La liste Galpin obtenait quatre sièges pour Galpin, d'Aubigny, Fouché et de Rougé. Ma liste avec 26.000 voix environ n'avait qu'un siège et la liste socialiste n'avait qu'une moyenne de 12.000 suffrages. Le préfet m'a raconté depuis que Montigny qui portait beau et caquetait lors des premiers résultats était devenu vert de colère lors de la proclamation. Il se répandit contre moi en termes amers, prétendit que j'avais fait secrètement mon jeu (ce qui était une infâme calomnie puisqu'au contraire c'était lui qui avait sourdement manœuvré avec Caillaux).

Par une coïncidence assez curieuse, en même temps que le préfet m'annonçait mon élection, mon gendre Bouvier m'annonçait l'heureuse naissance de ma petite fille Nanette Bouvier. C'était un double bonheur, s'il est possible d'appeler bonheur le fait d'entrer dans une législature aussi difficile que celle de 1919-1924.

#### Ma rupture avec le parti radical

Au lendemain des élections générales, eurent lieu toutes les élections locales qui avaient été retardées. Je fus élu sans concurrent conseiller général du Grand-Lucé mais pour trois ans seulement (jusqu'en 1922). Mon gendre Bouvier forma au Mans une liste de radicaux associés aux droitiers laquelle battit la liste socialiste moins deux membres Olivier Heuzé et Henri Barbin. Au résultat, les caillautistes étaient nettement battus !

Pour le Sénat, M. Louis Cordelet et son neveu André Lebert avait refusé de faire liste avec d'Estournelles de Constant qui avait été battu au Lude, comme conseiller général, par le comte de Nicolai. Je ne voulus pas me mêler de cette élection. Le préfet Blet qui avait reçu l'ordre de faire battre d'Estournelles, ne put trouver d'autres candidats qu'un modeste adjoint au maire de Sablé. C'était insuffisant. D'Estournelles battit ce candidat trop peu reluisant (il se nommait Auguste Briou).

Il est certain que le ministère Clemenceau fut nettement favorable à la droite. Ce fut Leret d'Aubigny qui fit la loi dans le département. Mes amis m'ont reproché vivement de n'avoir pas fait opposition. Je ne pouvais pas agir autrement. J'étais ministériel, j'étais fidèle à Clemenceau. Lors de la rentrée des chambres, je me rendis d'abord au groupe radical-socialiste. J'y fus mal accueilli et je vis tout de suite que j'étais en désaccord avec la plupart de mes collègues. J'étais suspect à ceux qui n'aimaient pas Caillaux, j'étais suspect à ses amis. Je me sentis trop à droite de ces gens-là et je sortis du groupe en compagnie de Louis Puech et de quelques autres. Nous eussions fini par être expulsés.

À la gauche démocratique où j'entrai, je fus toujours considéré comme suspect par les gens du Bloc national. À l'Alliance démocratique qui était l'association hors du Parlement, je fus au contraire bien accueilli par Poincaré et Antony Ratier et, presque tout de suite, on me donna vice-président. Pour l'ensemble de ce groupement, j'étais un homme de gauche et ma présence rougissait le républicanisme un peu tiède des Dior, des Leredu, des Reibell qui

venaient d'y entrer. À partir de ce moment, je devais être catalogué dans la Sarthe comme un fieffé réactionnaire. Et pourtant, j'étais positiviste, a-catholique ; mes enfants n'étaient pas mariés religieusement et mes petits-enfants pas baptisés !

On accusait surtout d'avoir essayé de faire battre d'Estournelles. Pourtant, la rupture ne se fit pas tout d'un coup. Au conseil général, les radicaux étaient disposés à me nommer président à la place de Lebert. J'aurais ainsi commis une mauvaise action, puisque Lebert m'avait soutenu pendant ma période électorale. Je refusai et j'acceptai le poste de vice-président. Le résultat fut assez singulier : Lebert n'obtint que 23 voix pour la présidence et j'en obtins 28 pour la première vice-présidence. Pour continuer l'union sacrée, nous offrîmes au docteur Gigon la deuxième vice-présidence, mais, comme il était aux ordres de Caillaux, il refusa et ce poste fut attribué à M. Ernest Fouché. La gauche se sépara de la droite et dès lors, la scission fut complète.

J'avais fait la sottise de désigner à mes amis du canton de Montmirail, Montigny comme candidat à la succession d'un conseiller devenu très vieux, M. Ferrand. J'avais ainsi éliminé Bouffard auquel je fis, par compensation, donner un poste de préfet. Montigny devint immédiatement le lieutenant de Caillaux et me combattit de la façon la plus indigne. C'est lui qui répandit le bruit que je gagnais beaucoup d'argent avec *L'Exportateur français* et que je m'étais ainsi vendu à la réaction. On me traitait couramment de traître, de renégat, de Judas ! Et ainsi, on détacha de moi beaucoup d'amis.

Le préfet Blet qui fut bientôt remplacé par le préfet Steck, se mit à l'entière disposition des quatre républicains de droite qui votaient pour le gouvernement et qui, d'ailleurs, firent des bêtises parce qu'ils se croyaient plus forts qu'ils n'étaient réellement. Ils eurent le tort de faire renvoyer des commissions municipales les Jacobins qui y avaient été nommés par les gouvernements précédents. Ils firent décorer des réactionnaires notoires. En vain, je protestai. Pams me fit venir à son cabinet (il était alors ministre de l'Intérieur) et me supplia de ne pas créer de conflit dans le département. On me promit que les faveurs seraient partagées, mais, pendant toute la législature, les préfets firent pencher la balance vers les anciens conservateurs. Je ne pouvais que me taire et cela confirma, aux yeux des imbéciles, ma connivence à la réaction

D'Estournelles avait fait édifier, avec des fonds fournis par les Américains, sur la place des Jacobins, un monument aux frères Wright. Il vint à la chambre pour inviter les députés à l'inauguration. Il s'exprima en termes si injurieux pour Lebert qu'il m'obligea à protester. Alors, il m'insulta grossièrement. Je ne pouvais envoyer des témoins à ce vieillard déjà malade du mal qui devait bientôt l'emporter (en 1924). Par sympathie pour moi, le bureau du conseil général refusa d'assister à la cérémonie, et cela fut encore relevé comme un grief contre moi. Il y eut même un incident à la session qui suivit du conseil général. Je me sentais traqué. Je fis part à André Lebert de mes soupçons, mais ce dernier, qui n'était pas fâché de voir tomber ma popularité, évita de se solidariser avec moi. Il jouait son jeu qui consistait à me désigner comme tête de Turc, en ménageant lui-même certains radicaux qui lui demeuraient fidèles. Quand je lui proposai d'aller voir ensemble les maires pour reconstituer au profit de notre politique les comités républicains, il me dit : « *Mais laissez donc se liquéfier*

*les comités, personne n'en veut plus !* ». Les événements donnèrent un rapide démenti à cette parole. Poussés et payés par Caillaux, Montigny, Breteau, Dalmagne, Gigon et d'autres remirent sur pied les vieux comités et en firent une arme terrible d'opposition. Pour être juste, je précise que Montigny et Breteau seuls furent payés. Gigon et Dalmagne n'agirent que par une haineuse jalousie. Je ne pouvais me figurer à quel point la sympathie dont on m'entourait était hypocrite. On ne pouvait pas supposer qu'un fils de paysans et d'ouvriers, né dans le pays, eût pu s'élever si haut. Caillaux, grand bourgeois, n'ayant jamais pu se passer de valet de chambre, orgueilleux et distant, les dominait. Pour celui-ci, toutes les bassesses ! Malgré ma sociabilité, ma volonté d'être utile, mon abord facile, tous ces conseillers généraux, la plupart mes vieux camarades, se disaient entre eux : « *Pourquoi lui et pas nous ?* ». Je n'avais pourtant pas joué au parlement un rôle de premier plan. C'est mon bon sens de paysan manceau qui m'avait porté vers la doctrine du juste milieu. Mes études positivistes me conduisaient au scepticisme et à la modération. Ma nature communiquait avec la nature de mes compatriotes. Mais les Manceaux sont atteints de la manie de la diffamation et de l'envie. Ils ont (je parle en général, car il y a de belles exceptions) la haine de ceux qui s'élèvent dans leur caste. À côté de cela, leurs qualités sont fort belles : ils sont travailleurs, économes, courageux, patriotes, ils aiment leur intérieur et leur famille. C'est une belle race ! Mais, le seul soupçon d'une supériorité locale les rend malades. Je n'ai jamais trouvé de pires ennemis que mes camarades d'enfance et de jeunesse : Albert Drouin, Almire Breteau, Georges Dalmagne, etc. Tous les conseillers généraux qui m'avaient vu prendre une grande position électorale ne se ralliaient à Caillaux contre moi que par jalousie. Caillaux, d'Estournelles – des Parisiens après tout ! – leur paraissaient des chefs acceptables. Mais le petit bonhomme, fils du tailleur de pierre de La Chartre, est-ce qu'on pouvait considérer ça comme un chef ? J'avais la naïveté de me croire aimé parce que j'aimais ces gens-là.

Il n'y a pas de calomnies qu'ils n'aient répandues sur mon compte pour m'abattre. Quand on pense qu'ils ont été jusqu'à dire que je m'étais servi du cadavre de mon fils pour faire du battage politique ! Tout dernièrement encore, en 1929, un journal socialiste du Mans m'a reproché d'avoir fait allusion à mon deuil dans un discours que j'ai prononcé à Roye (Somme), devant le monument aux morts. C'est ignoble mais c'est ainsi !

Depuis janvier 1920, j'ai eu toute cette meute hurlant à mes trousses ! Quand Lebert m'eut refusé son concours, je m'inclinai. J'étais excédé. J'eus à Paris de grosses difficultés pécuniaires que je raconterai plus tard et qui me détournaient de la Sarthe. Caillaux était en prison, attendant sa condamnation. Je me doutais bien qu'il ne serait pas condamné sérieusement, car on était à l'apaisement. Il menait à la Santé une vie pas trop désagréable. Je ne sais pas s'il ignorait les frasques de sa femme qui continuait librement la bonne vie qu'elle menait déjà avec son premier mari Léo Claretie. Elle était tombée amoureuse d'un pédéraste bilatéral fameux, Paul Comby ; un maître chanteur chassé du barreau de Paris et qui fit le désespoir de son honorable père, un des hommes les plus remarquables du Palais de justice !

Comby avait fait de la prison, puis du chantage. M<sup>me</sup> Caillaux lui paya un fonds d'antiquaire rue Édouard VII. On les voyait ensemble dans les plus joyeux établissements. Un commercial de la maison était un autre jeune pédéraste, Maurice Rostand. Mais celui-ci n'a

jamais pu connaître aucune femme au sens biblique du mot. Il n'aimait que les hommes vigoureux, car il était pédéraste passif.

Tous les huit jours, Madame Caillaux allait, avec une certaine gravité, accomplir le devoir conjugal à la prison de la Santé. Elle emportait une petite valise avec un bock à injection. Comme Caillaux manquait de femmes, il faisait l'amour avec un sadisme bruyant qui amusait les gardiens. On attendait toujours avec empressement la visite de Madame. C'était dans la prison un agréable passe-temps !

Tandis que Caillaux préparait sa défense avec de Moro-Giaffeni qui sympathisait peu avec son client (il trouvait qu'on le payait maigrement), Lescouvé burinait cet admirable réquisitoire qui demeurera comme un document historique et qui empêchera sans doute un jour l'édification d'un monument à Caillaux sur une place publique du Mans. C'est tout de même déjà trop que nous ayons une statue de d'Estournelles !

Pendant le procès de Caillaux, je rencontrais François-Albert dans les couloirs du Palais-Bourbon. Il était alors sénateur. Il vint hypocritement me parler de Caillaux, en bon camarade, car il avait été mon secrétaire de rédaction au journal *La France*. Ne me doutant de rien, j'eus le tort de plaisanter avec lui. Quand François-Albert retourna au Luxembourg, ce misérable gringalet eut le toupet de raconter aux journalistes que je lui avais demandé de salir Caillaux. Or, notre conversation se ramenait à ceci. Il m'avait dit : « *Eh bien, mon cher Ajam ! Vous seriez joliment embêté si nous acquittions Caillaux ?* ». Et je lui avais répondu : « *Parbleu ! Ses amis de la Sarthe seraient heureux de le renvoyer au Palais-Bourbon !* ». Je donne cette anecdote comme un échantillon des perfidies parlementaires.

Quelques mois plus tard, le même François-Albert venait au Mans, à la requête de Montigny, de Gigon et de Breteau pour m'exclure solennellement des comités républicains. Je ne fus pas convoqué et on me condamna sans m'entendre, en me reprochant uniquement de n'avoir pas voté contre l'ambassadeur au Vatican. Or, c'était Aristide Briand qui avait exigé ce vote !

J'avais alors à Saint-Calais, comme sous-préfet, un brave garçon nommé Taupier-Létage. Je crois qu'il était de bonne foi, mais il ne voyait pas plus long que le bout de son nez. Il me donnait la situation comme bonne et prétendait que les maires me demeuraient fidèles. Je l'avais prié de surveiller le canton du Grand-Lucé où je me sentais combattu. Il invita à déjeuner chez lui le seul homme que je redoutais, un cultivateur, maire de Saint-Vincent du Lorouer et conseiller d'arrondissement, Frédéric Chevallier. Ce Chevallier n'était pas un mauvais homme, mais il était bête et sectaire. Le sous-préfet m'affirma que je n'avais rien à craindre et que Chevallier lui avait juré qu'il ne serait jamais candidat contre moi mais, le sous-préfet, mal renseigné, ne savait pas que Breteau, qui visitait des malades dans le canton, soulevait les instituteurs contre moi. J'étais encore tellement vigoureux qu'aux approches de la soixantaine, je n'apercevais pas que je vieillissais et que mes amis politiques disparaissaient l'un après l'autre. J'avais vu mourir mon vieil ami Charles Blateau, maire du Grand-Lucé, qui gouvernait le canton en mon absence, Davoy, le président du comité républicain lequel m'était tout dévoué, Gautier, l'homme le plus sympathique de l'arrondissement, maire de Saint-Pierre, Balzar, maire de Montreuil-le-Henri et un tas d'autres. Les jeunes cultivateurs me

connaissaient peu et étaient revenus de la guerre, pleins de mauvaise humeur. En juin 1920, le parlement avait voté d'un seul coup dix milliards d'impôts nouveaux, pour reconstituer les régions libérées. Or, les paysans sarthois qui avaient arrosé de leur sang les tranchées se souciaient peu de donner leur argent par-dessus le marché. J'ai vécu deux après-guerres (1871-1875 puis 1918-1922). Mais la défaite de 71 n'a pas causé le même tourbillon que la victoire de 1918. Elle amena un changement politique sans grande secousse. Elle ne détruisit pas le ressort du peuple. La victoire après 52 mois de massacres, la victoire suivie d'une mauvaise paix, a démoralisé les Français. On ne se fera jamais une idée de ce que fut la France dans ces lamentables années. Nous avons vécu comme des bêtes, comme des fous, tantôt nous réjouissant avec furie, tantôt désespérant du lendemain. Jamais on ne vit pareille fièvre ! La Révolution russe faillit provoquer la révolution sociale dans tous les pays civilisés. Sans l'énergie de Millerand au mois de mars 1920, nous aurions connu les horreurs du soviétisme.

Les radicaux de la Sarthe se moquaient bien de l'embarras de leurs députés. Conduits par des ambitieux sans vergogne, ils auraient voulu me voir, à la suite de Caillaux, combattre systématiquement le gouvernement. Pendant que nous songions à relever la France, ils ne cherchaient qu'à réveiller les vieilles querelles d'avant-guerre et surtout les querelles religieuses. Mon honnêteté, ma loyauté et surtout mon bon sens me poussaient à soutenir une majorité qui faisait pour le mieux dans des circonstances extrêmement difficiles. On en profita pour me faire une réputation de réactionnaire. Je ne prononçais guère de discours que devant les monuments aux morts. J'étais naturellement assisté des quatre députés, mes collègues, Gaston Galpin (qui devait bientôt mourir), d'Aubigny, de Rougé, Fouché. On nous mettait tous les cinq dans le même sac. Me trouvant sans défense, n'ayant aucun journal à ma disposition au Mans, n'ayant pas la fortune nécessaire pour tenir le coup, je m'entendis avec un imprimeur de Mamers, Alfred Chevalet, qui avait longtemps dirigé *Le Courrier de Mamers* pour le compte de Joseph Caillaux. Très brave homme, soutenu par d'honnêtes républicains de l'arrondissement, Chevalet mit son organe à ma disposition. Poincaré me fit donner quelque argent pour soutenir cet hebdomadaire. J'achetai pour Chevalet une machine à imprimer et je rédigeais un article politique hebdomadaire, en distribuant des exemplaires dans tout le département. Cette modeste tentative de défense ne fit qu'irriter davantage mes adversaires. Les petits journaux, entretenus par l'argent de Caillaux, firent rage contre moi. Les calomnies redoublèrent.

Caillaux, qui passait l'hiver à Mamers, donna l'ordre à ses troupes de me déboulonner à tout prix du conseil général qui devait être renouvelé en 1922. Une guerre infernale fut poursuivie par Breteau, un maître d'école nommé Launay et un nouveau venu, Colas, ancien ouvrier parisien et qui, après avoir porté le dais aux processions, était revenu de la guerre (cinquante kilomètres du front !) complètement gagné à la cause anticléricale. Personnage insignifiant tant que vécut le père Bateau, il prit de l'importance en groupant contre moi les avancées. Il était devenu petit cultivateur, Launay lui écrivait ses papiers et le dirigeait, il devint le chef de mes ennemis. Je vivais loin, j'étais mal renseigné, je n'apercevais pas le travail sourd qui s'opérait. Caillaux savait que j'étais pour lui l'adversaire le plus redoutable, il sapait mon influence. Mes amis étaient visités, traqués.

Quand je me décidais à venir dans le canton, il était trop tard. Chevallier me fit d'abord bonne mine, présida la conférence politique que je fis à Saint-Vincent, puis, brusquement, cinq jours avant l'élection, il se déclara contre moi et proclama sa candidature. René Groult, mon ancien adversaire du *Petit Manceau*, rédigea pour lui des affiches fort bien faites et où j'étais gentiment traîné dans la boue. Montigny me poursuivait de réunion en réunion, en criant ma trahison et en m'accusant d'avoir combattu d'Estournelles au Sénat. Bref, j'étais devenu un nouveau Cavaignac, un nationaliste appuyé sur les curés et l'évêché !

Le coup le plus habile fut celui-ci. Avec l'argent de Caillaux, Breteau embaucha deux voyous qui, dans la nuit qui précéda le vote, se rendirent de ferme en ferme, partout où il y avait un cultivateur mobilisable. On lui criait: « *Le gouvernement a décidé de mobiliser demain pour aller occuper la Prusse !* ». Cette infamie correspondait en effet à une déclaration de Briand qui avait dit: « *Si l'Allemagne ne paie pas, je lui mettrai la main au collet* ». Tous les imbéciles conclurent de là que je soutenais un gouvernement qui voulait recommencer la guerre. Après trente ans de mandat, je fus battu par une majorité de 170 voix. J'ai vu, en politique, bien des injustices, je n'en connus jamais de plus criante. Je succombais sous une avalanche de mensonges. Je compris que ma carrière politique était terminée. Patriote, loyal, bon, généralement sympathique, étant demeuré pauvre dans la politique, ayant beaucoup travaillé et m'étant mis au service de tous, j'étais balayé par une coterie dont le chef avait trahi sa patrie et composée d'amis dévorés par la jalousie, de misérables ambitieux, d'illettrés, de toute la clique du pays. C'était un communiste qui conduisait les gens venus du Mans et qui était chargé de troubler mes réunions. J'ai beaucoup souffert, je n'ai été consolé que par l'affection des miens et par le témoignage de ma conscience. Quand on fait de la politique, on n'a pas le droit d'avoir raison contre son clan !

Depuis 1922 jusqu'à 1923, je me suis contenté de faire du métier. J'ai suivi les séances de la chambre et des deux commissions (assurances et mines) dont je faisais partie, mais j'avais perdu le goût de la politique. Je n'allais plus dans la Sarthe que pour assister à des inaugurations de monument aux morts. J'avais lié partie avec d'Aubigny en vue d'une liste commune, mais, la R.P. étant voté, et les radicaux devant faire liste commune avec les socialistes, je sentais souffler le vent de la défaite. Galpin était mort à Alençon, ayant franchi les limites de la vieillesse. C'était un grand atout de moins dans notre jeu. Mes amis de Fresnay-sur-Sarthe, découragés, abandonnaient la lutte et permettaient à Caillaux de rentrer au conseil général. La vague rouge s'avavançait, écumante. J'ai déjà expliqué pourquoi les socialistes qui jadis détestaient Caillaux s'étaient épris de sa personne. C'est qu'il représentait le défaitisme, le pacifisme outré, l'abandon. Les révolutionnaires sont comme les chiens qui sentent avec plaisir la pourriture. Ce qui désagrège la bourgeoisie leur plaît. Caillaux aimait cette popularité de la clique. C'était tout à fait conforme à ses goûts de ploutocrate démagogue. Hélas ! Cette lune de miel ne devait pas être longue. On s'était allié beaucoup plus par haine contre moi que par sympathie réelle. Moi disparu, les motifs de coalition devaient s'estomper peu à peu. La tactique de Lebert lui avait réussi. En me laissant supporter tout seul le choc, il se faisait oublier. Cependant, il fut, lui aussi, chassé du conseil général. Plus patient que moi, il chercha à reconquérir son siège de Pontlièvre, mais il ne put jamais y parvenir.

Je n'avais plus qu'un espoir bien faible, la mort de Cordelet qui allait succomber sous le poids des ans (il atteignait 90 ans). C'est un triste destin que celui qui se fonde sur la mort. Mes ennemis triomphaient. Caillaux avait satisfait sa rancune inexpiable. Montigny voyait disparaître le pire ennemi, c'est-à-dire l'homme auquel on doit de la reconnaissance, qu'on a trahi et qui joue au banquet le rôle du commandeur. Breteau était au paradis : il avait enfin frappé à mort ce bon ami d'enfance dont il jalousait bassement la carrière ! Oh ! Joie de la cousine Bette, qui connaîtra tes profondeurs et tes délices ! Gigon, qui suivait le dompteur depuis 1905, applaudissait devant la cage où il était dévoré par les hyènes ! Dalmagne, goûtant les mêmes joies que Breteau, était vengé de l'homme qui avait dénoncé la lâcheté de son gendre. « *Quand je vois réussir un ami, disait un écrivain sincère, cela me rend malade* ». On ne se doute pas à quel point cette vilénie sévit dans toutes les classes de la société. Sauf exception, l'homme est une bête méchante. Je vis la meute à mes chausses, montrant les crocs, tous les conseillers généraux que j'avais dominés de mon savoir, de mon expérience, de ma popularité: le vétérinaire Bougnereau, de Vibraye, dont j'avais aidé les enfants, Chevallier dont je payais les frais d'élection, Perrin, de Château-du-Loir, qui, réactionnaire, me combattait comme rouge en 1914, Lainé, petit pharmacien nul et haineux qui me haïssait à force de démagogie, Mouchabre, petit commerçant imbécile, illettré, envieux et dont Caillaux faillit faire un sénateur et tant d'autres, mes obligés pour la plupart, qui, par méchanceté naturelle ou par veulerie, applaudissaient à cette curée !

Dans le désastre, j'ai retrouvé cependant quelques amis fidèles et qui ne m'abandonnèrent pas. Il leur fallut du courage. Alfred Sarié, Jules Olivier, Victor Fouanon, Baptiste Bossereau, Jules Goujon, Derré (de Ruillé), Corroy, de la Chartre, Boutard, les Mamertiens Heurtebize, Alphonse Garreau, Bignon etc... D'autres que j'oublie me continuèrent leurs sympathies. Mais c'était un tout petit groupe. Bref, au début de 1923, je préparais mes paquets pour retourner dans la vie privée. Caillaux m'avait vaincu. La trahison avait enfoncé le patriotisme.

### Mon drame grec

Ce chapitre est écrit surtout pour mes petits-enfants. Je ne veux pas seulement mettre au grand jour ma vie politique. Je dirais aussi les fautes de ma vie privée. L'expérience des années ne m'a pas servi à grand-chose. Trompé dès ma jeunesse par mes amis et mes parents, aussi puéril qu'un curé de campagne, écoutant les mauvais conseils plus que les bons, cherchant la fortune dans la spéculation, sans cesse victime d'escrocs, poursuivant la chimère, je ne sais pas si, à l'approche de 70 ans, je suis beaucoup plus prudent qu'à 25 ans. J'ai toujours été victime de mon excès de confiance, me donnant tout entier à des hommes qui ne valaient pas tripette, dressant des élèves qui me trahissaient. Certes, il y a de bons amis dans la vie, mais ils sont plus rares que les trèfles à quatre feuilles. *Ama tanquam osarus* a dit l'Ecclésiaste. Et en effet, l'intérêt lie rapidement les hommes et rapidement en fait des ennemis mortels ! Assez de philosophie, passons au récit de mes malheurs.

J'étais encore rédacteur en chef de *La France* au début de 1915 et j'écrivais entre cinq et sept dans mon bureau 92, rue de Richelieu, à l'endroit même où se trouve aujourd'hui *Le Journal*, lorsque je reçus la visite d'un pharmacien de Saint-Calais, appelé Lenoble et alors

mobilisé dans l'est. Il était accompagné d'une femme âgée d'environ 35 ans, ni belle, ni jolie, ayant seulement de beaux yeux noirs et l'air fort intelligent. Il me dit qu'il était descendu chez cette dame, très proche parente. Elle demeurait 37, boulevard Malesherbes et elle était mariée avec un antiquaire grec répondant au nom bizarre de Yanakopoulos. D'ailleurs cette dame n'avait fait que le suivre et n'avait aucun intérêt dans la démarche. Lenoble voulait être mobilisé aux environs de Paris afin d'être plus rapproché de sa pharmacie de Saint-Calais où sa femme dirigeait en compagnie d'un garçon de laboratoire.

Lenoble avait toujours été de mes amis politiques, il m'avait soutenu contre le docteur Gigon, c'était un électeur influent ! Je me mis naturellement à son entière disposition. La conversation se prolongea et je m'aperçus que la dame était lettrée, qu'elle lisait le grec ancien, parlait couramment le grec moderne et deux autres langues. Lenoble repartit vers le front et ce fut sa cousine qui revint elle-même accompagnée de son mari, pour me demander des nouvelles de mon intervention. Justement, le ministre venait de m'écrire qu'il avait affecté Lenoble à Saint-Cloud. Yanakopoulos (Yoryi) était un homme trapu, ressemblant étonnamment à Édouard Herriot. Il parlait très bien le français avec un accent exotique très prononcé. C'était un homme d'une intelligence supérieure, polyglotte distingué (il parlait couramment quatre ou cinq langues) et son érudition gréco-égyptienne était étonnante. Les experts du musée du Louvre, M.M. Benedetti et Pottier prenaient souvent son avis et il avait pour gros clients et amis personnels le professeur Pozzi, un de nos collectionneurs les plus illustres. C'est chez Yanako que je connus l'illustre chirurgien-gynécologue qui passait pour détenir le record en France des ovariectomies.

Yanako m'invita à venir voir chez lui de remarquables antiquités grecques. Au témoignage des experts que je rencontrai dans son appartement, il possédait pour plus d'un million de vases grecs de la bonne époque. Il était l'acheteur du musée de Copenhague. Très séduit par le ménage Yanako, je conduisis ma femme à l'un de ses thés. Madame Yanako fit sa conquête et, au bout de trois mois, nous étions devenus amis intimes ; nous déjeunions ou dînions les uns chez les autres toutes les semaines. L'antiquaire avait une auto au mois et il la mettait à ma disposition quand je le désirais. Ils vinrent tous les deux nous voir à La Chapelle-Gaugain pendant la belle saison. Lorsque Paris fut menacé, Yanako me demanda de recevoir à Connerré une dizaine de malles pleines d'objets précieux et je les conservai au dépôt sans reçu pendant plus d'un an.

En 1918, il quitta l'appartement du boulevard Malesherbes pour louer tout un hôtel rue Clément Marot. Cet hôtel était une petite merveille. On y recevait des personnages influents, et le dessus du gratin de la colonie grecque. J'y fis la connaissance de Politis, d'Atho Romano, l'ambassadeur, de Michalopoulos, de Venizelos, de l'évêque grec à Paris et d'un tas de notabilités. Avec le concours de l'ambassade, Yanako fonda un journal franco-hellénique hebdomadaire dont je fus le principal rédacteur.

Un beau jour, Yanako me demanda si je voulais participer avec lui à un achat de statuettes de Tanagra qu'il voulait revendre à un musée. Je lui remis volontiers 20.000 francs. Trois mois après, il me rendit 40.000 francs. Je fus ébloui. Je possédais à cette époque le montant de la dot de ma femme, une centaine de mille francs, plus environ 250.000 francs qui

me revenaient de l'héritage de mes parents. La politique ne m'avait pas enrichi, loin de là, mais avec ce que j'avais de mes beaux-parents, il me restait plus de 400.000 francs de valeurs qui rapportaient peu mais représenteraient aujourd'hui plus d'un million.

Aussi, quand Yanako me proposa une seconde opération (achat d'une statue en Grèce pour le musée du Louvre) j'acceptai avec enthousiasme. Je prêtai 50.000 francs qui bientôt grossirent sur les livres de Yanako jusqu'à 80.000. L'amitié devenant plus étroite, je me contentais d'un compte annuel, car je n'avais pas besoin d'argent.

Nous fîmes un voyage en Italie, en 1920, voyage à l'occasion duquel le Grec payait presque tous les frais. Seulement, comme les opérations s'étendaient, il me demanda une lettre le recommandant au syndicat des banques de province jusqu'à concurrence de cent mille francs. Dans mon esprit, j'entendais seulement recommander l'honorabilité de Yanako, mais non me porter caution. Le président de cette banque était alors mon ami Charles Dumont, ancien ministre des Finances. Malheureusement, Dumont était entouré de bandits et l'un d'eux M. de Chaunac qui dirigeait l'agence des Champs-Élysées me fit signer un billet qui, sous une forme imprécise, permettait de transformer en garantie la recommandation trop chaleureuse que j'avais donnée.

Je croyais l'opération liquidée et je ne pensais déjà plus à cette lettre lorsque Yanako me demanda une nouvelle garantie de 100.000 francs au Crédit du Nord. Mais, cette fois-ci, il me proposait un Warrant général sur tout son fonds de commerce. Une expertise donnait comme valeur, aux objets y contenus, 900.000 francs. Yanako me disait : « *Je vais liquider nos opérations et, à la fin de l'année, je vous remettrai vos capitaux avec les bénéfices* ». J'eus la faiblesse de signer la caution bancaire.

Un mois après, Yanako disparaissait, abandonnant sa femme et son fonds. Il était déclaré en faillite et de multiples créanciers se faisaient connaître. Sa femme qui semblait être de bonne foi s'empoisonnait avec du véronal et n'était que difficilement rappelée à la vie. Je me croyais bien garanti par mon Warrant. Mais on apprenait bientôt que les objets les plus précieux qui garnissaient l'hôtel n'étaient là qu'en dépôt et étaient revendiqués par les grands antiquaires Fernardent, eux-mêmes victimes du Grec. Nous étions tombés tous dans les filets d'un escroc habile !

Yanako était-il au fond honnête ? Je veux le croire ! Mais il était fort entreprenant, il aimait la grande vie et il est probable qu'il s'est lancé dans de désastreuses spéculations, notamment sur les tapis d'Orient. Je me suis trouvé alors en présence d'un drame affreux. Le syndicat des banquiers lui-même a été mis en liquidation judiciaire. La première lettre fut retrouvée. Le liquidateur Sienkiewitz y trouva le genre d'une responsabilité et me menaçait d'un procès. Charles Dumont, dont l'honneur était éclaboussé dans cette affaire, me lâcha avec désinvolture. Heureusement, mon ami Georges Robineau, gouverneur de la Banque de France, intervint et me dit : « *Vous avez peut-être raison, mais on ne peut pas laisser plaider un pareil procès !* ». Il m'avança les 100.000 francs de ses deniers personnels, car cette affaire me ruinait presque complètement. Je réunis toutes mes ressources, mon ami Houdayer me prêta de l'argent et, en deux années, je réussis à sauver ma face. Mais j'ai traversé des moments terribles. Mon excellente femme me soutint moralement et m'empêcha de me livrer

au désespoir. Je ne pouvais plus compter sur mon bon frère Georges qui était gravement malade et qui mourut le 17 avril 1920. Yanako s'est suicidé à Athènes l'année suivante. Je ne sais ce que sa femme est devenue.

Je serais bien ingrat si je ne rendais hommage à la mémoire de mon regretté collaborateur Pierre Gillet. Ses démarches m'ont été précieuses et, sans lui, je ne serais peut-être pas sorti de cette impasse. C'est grâce à lui que j'ai obtenu l'intervention de Georges Robineau et les adoucissements de Sienkiewitz. Malheureusement pour moi, Gillet est mort peu de temps après. Il avait dû quitter l'administration préfectorale par suite de son mauvais état de santé (il était atteint du mal de Pott) et, malgré son infirmité, il avait, ayant acheté des dommages de guerre, réussi à remettre en culture cinq cents hectares de terre, aux environs de Coucy-le-Château. Il était trop entreprenant, audacieux, bluffeur, mais c'était une belle intelligence. Il avait touché à tout, connaissait tous. À vingt ans, il avait la confiance d'Étienne, ministre de l'Intérieur, mais c'était lui qui faisait et défaisait les préfets. Il s'était attaché ensuite à Lyautey qui l'avait éloigné parce qu'il le trouvait trop affairiste au Maroc. Il dirigea la sous-préfecture de Saint-Amant pendant la guerre, de son lit et jamais arrondissement ne fut mieux administré à la satisfaction de tous. Je l'aimais comme un fils et je suis sûr que, lui aussi, m'aimait bien... Il dédaignait la vie. Il aurait pu se prolonger longtemps, malgré son mal. Mais il pratiquait la maxime : « Courte et bonne ».

—

Me voici parvenu à l'année 1923.

—